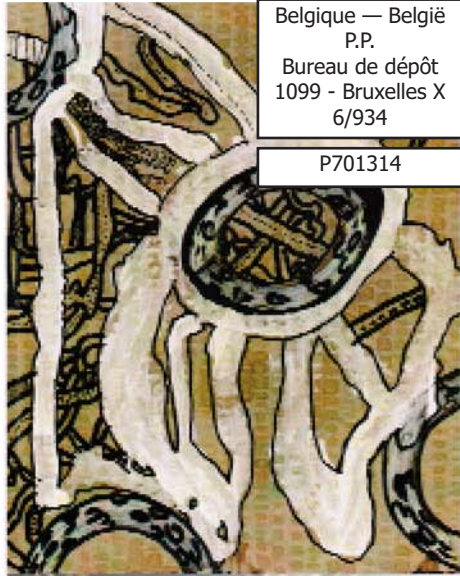
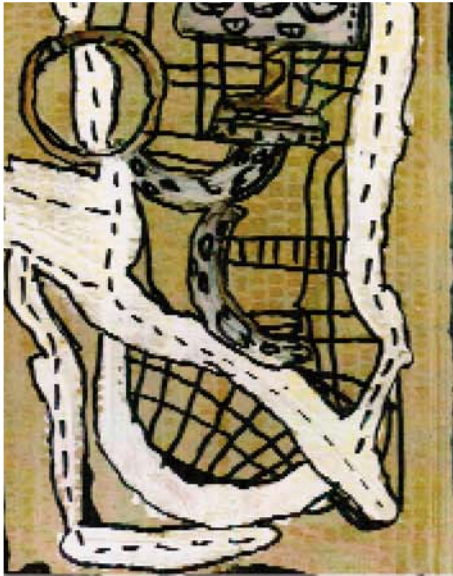


Belgique — België
P.P.
Bureau de dépôt
1099 - Bruxelles X
6/934

P701314

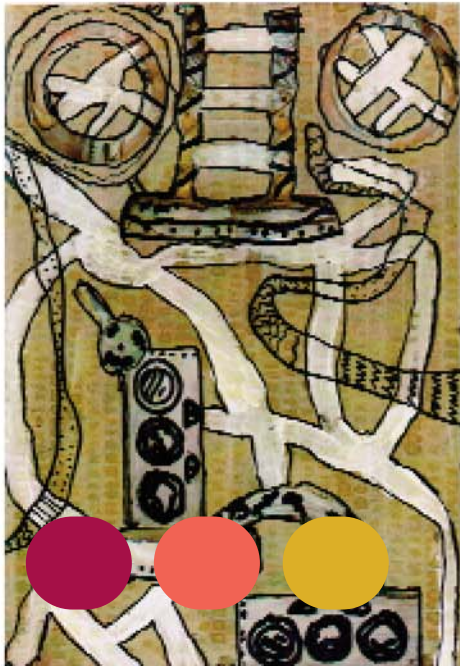
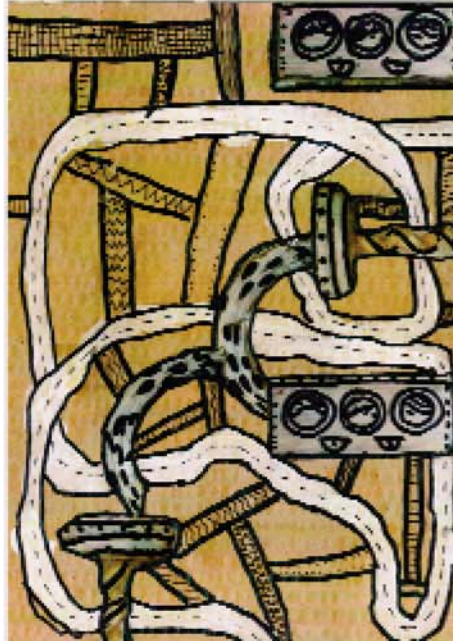
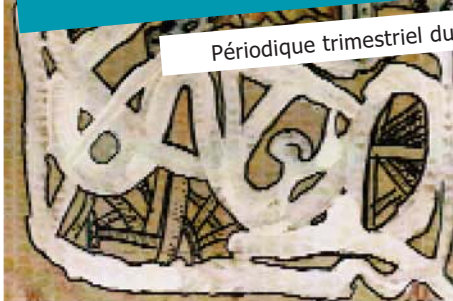


Secouez-vous les idées

n° 104
Un récit ?

Articulations n°63

Périodique trimestriel du CESEP ASBL Décembre 2015 | Janvier | Février 2016



Recevoir notre périodique

Vous recevez gratuitement notre périodique.
Par ailleurs, il est **téléchargeable librement** sur notre site : www.cesep.be

Recevoir notre newsletter

Vous pouvez être tenu informé par notre **newsletter** des dates de nos formations et journées d'études en faisant la demande par mail à ivan@cesep.be.

Vos coordonnées

Sachez que vos coordonnées figurent dans le fichier des correspondants du CESEP. La loi sur la protection de la vie privée vous permet de consulter ou de rectifier les données vous concernant dans le fichier ou de ne plus y figurer.

Enfin, si vous vous apprêtez à **changer d'adresse** ou si vos coordonnées ne sont pas correctes sur l'étiquette, merci de nous renvoyer un mail à myriam.claessens@cesep.be reprenant : n° d'étiquette C/ ou O/

Nous contacter

Centre Socialiste d'Education Permanente

ASBL
RPM Nivelles 0418.309.134.
rue de Charleroi 47, 1400 Nivelles
tél. : 067/219 468 - 067/890 866
Fax : 067/210 097
Courriel : infos@cesep.be
www.cesep.be

Ont collaboré à ce numéro

Textes : Julien CHARLES, Florence DARVILLE, Chantal DRICOT, Claire FRÉDÉRIC, Jean-Luc MANISE, Myriam VAN DER BREMPT, Eric VERMEERSCH

Images : Estelle et Arthur GROTEMBRIL, Emma DEVRIES, Sacha FONCK, Gaspard et Vladimir DUJARDIN, Matteo LOMBARDO, Louana MELONI, Lilou COLAS, Loïc JAUMOT, Samyél CROKAERT, Yelena et Vanessa LEGRAND, Lisa TALMAT, Maïco GRECO, Gianluca CUSARO

Relecture : Nicole BALLAS, Bénédicte VANDEN-HAUTE

Conception graphique et mise en page :

Anouk GRANDJEAN

Impression : Imp. Delferrière NIVELLES - Tiré à 10.000 exemplaires

Editeur responsable : Serge NOEL - rue de Charleroi, 47 - 1400 NIVELLES

Production : Micheline GUTMAN

Secrétariat : Nicole BALLAS

Coordination : Claire FRÉDÉRIC

Comité de rédaction : Claire FREDERIC, Jean-Luc MANISE, Morfula TENECETZIS



Notre intention : Explorer

Face aux tragédies individuelles et sociales qui maillent notre actualité, la question se pose bien souvent, que pouvons-nous faire ? Que peuvent faire les professionnels engagés dans l'action culturelle et sociale ? Ces questions sont en toile de fond de chacun des articles de ce numéro.

Julien Charles et Myriam Van Der Brempt interrogent le concept de la « participation citoyenne », des mots mis à toutes les sauces, rendant compte de pratiques hétérogènes évacuant trop souvent les questions d'accès et d'exercice du pouvoir.

Jean-Luc Manise nous invite à devenir *acteur de notre sécurité et maîtriser nos données de connexion internet* en posant notre « brique internet », un petit boîtier qui permet de surveiller les données personnelles utilisées entre autre à des fins commerciales.

Chantal Dricot et Claire Frédéric sont parties à la recherche de mode de fabrication d'un récit alternatif à la mythologie libérale et porteur de changement social. L'enquête politique, l'histoire ou le témoignage, autant de pistes qui permettent une réappropriation des histoires individuelles et collectives.

Florence Darville poursuit sa recherche de formateurs, qui au quotidien, développent des pratiques touchant au politique parfois sans le savoir. Elle a rencontré Philippe Bertrand, entraîneur d'écriture. Il entraîne les personnes à dire ce qu'elles veulent écrire et à prendre une place.

Nous terminerons ce numéro par une collection de romans pour adultes, La Traversée. Un coup de coeur pour la démarche et les enjeux. A cette époque-ci de l'année, il est de tradition de faire des cadeaux.

Claire FREDERIC
Coordination du
« *Secouez-vous les idées* »

Notre partenaire

La Fédération Pluraliste des Centres d'Expression et de Créativité, à l'acronyme FPCEC, soutient, défend, valorise et promeut, depuis 1990, les pratiques d'expression créative et d'expression citoyenne dans une perspective d'émancipation sociale et culturelle. Elle fédère 120 Centres d'Expression et de Créativité répartis sur toute la Wallonie et Bruxelles au travers des séances d'information, d'accompagnement juridique, de formations, de rencontres thématiques nationales et internationales et de mise en réseau entre les CEC et avec d'autres acteurs du socioculturel.
Plus d'info : www.fpcec.be
081/390 883



Notre invité

La tête en l'air

Sous le nom des Ateliers *La tête en l'air* se dévoile un Centre d'expression et de créativité. C'est une fourmière d'ateliers créatifs dans différentes disciplines artistiques pour un public large d'enfants, d'adolescents et d'adultes. L'imaginaire et la créativité sont la ligne de force. Nous y favorisons la démarche et l'envie artistiques de chacun. Nous développons également un axe où l'appropriation d'un langage corporel et artistique est encouragée ; échassiers, funambules, chœur de marionnettes...

Les Ateliers *La tête en l'air* est un lieu possible d'émotions et de plaisirs esthétiques partagés.

Autre moment de la saison, les stages pour enfants pendant les périodes de vacances scolaires. C'est à cette occasion, qu'une dizaine d'enfants de 7 à 12 ans ont découvert l'univers de Benoi LACROIX et son exposition *les Usines du Bonheur*. Sa présence apporte une autre dimension et laisse une grande part de questionnement de la part des enfants.

Une mise en situation sur la notion de travail, de la famille et des métiers, d'outils et de machines extraordinaires, est exprimée par le graphisme, la peinture à la tempera et des hourloupes à la Jean DUBUFFET.



les Ateliers
la tête en l'air

Un jour... peut-être

par Eric VERMEERSCH

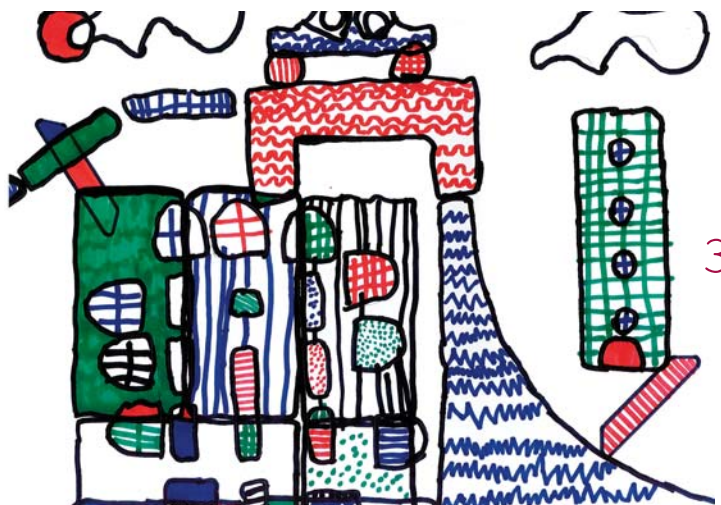
Il est trop tard. Trop tard pour rattraper ce gâchis. Que de temps perdu. Je vais bientôt plier bagage. Partir là où chacun croit qu'il peut aller, rejoindre les miens, ceux qui m'ont tant donné. J'aimerais tant m'envoler le cœur plus léger, mes bagages chargés des plus belles choses à poser devant l'Histoire. Je n'emporterai que des valises lourdes de mes errements.

Tant pis pour moi. Que dire pour les autres ? Tous ceux qui ont cru en moi. Pour tous les gens de ce terroir, pour toutes les âmes qui longent ces canaux et leurs peupliers tordus ? Pour tous ceux qui ont coché inlassablement mon nom. Que de promesses oiseuses. Ne me dites rien, ne m'excusez pas, puissiez-vous juste m'oublier.

J'ai tout foiré. Je voulais tant être un grand homme. Je serais le "leader" de ce peuple rêvé des anciens. Je lui avais promis Byzance. Il brasserait ses richesses, bien replié sur son lopin de terre à l'abri des digues. Né sur la terre promise, il ne lui restait qu'à se barricader. J'ai attiré les nostalgiques d'un ordre dépassé. J'ai ferré les nantis qui regardaient seulement les diamants dans leur nombril en se fichant pas mal du peuple. J'ai séduit les peureux, ceux qui ont la Mercos dans le garage et que tenaille la peur de la panne. J'ai parlé aux innocents, à ceux qui n'avaient plus rien et certains m'ont cru. J'ai séduit les incultes, les adeptes du "y a qu'a" qui m'ont suivi. Que des promesses, je n'ai rien signé. J'ai juste prêché le faux, j'ai simplement caressé leurs peurs, j'ai seulement brassé leurs bas instincts jusqu'aux coudes. Je leur ai juste dit que ce n'était pas eux. Que c'était les autres.

Les bien-pensants, les intellos, les gauchistes, les socialos, les pacifistes, les passésistes, les wallons, tous ceux qui se sont mis au travers de ma route m'ont souvent reproché mes origines, mes anciens engagements, les fréquentations de mon père, les ennuis de mon grand-père. J'ai des origines particulières. Les miens ont plus que fleureté avec la bête, ont bien souvent lorgné du côté des teutons. Ma garde rapprochée, quelques fidèles lieutenants, avaient des liens pour le moins troubles. Je les ai attirés, ils avaient peur des autres, des inconnus, des contestataires, des sages, des hommes pour qui la nuance est reine. C'étaient des gars sûrs, des femmes d'engagement, je n'avais besoin de rien

d'autre. Je n'avais besoin... Si seulement j'avais compris, si seulement j'avais voulu écouter, si au moins j'avais eu d'autres amitiés, si seulement je m'étais attaché à des gens de valeur, si j'avais ouvert d'autres livres.



Il y a d'abord eu la langue. C'est l'essence de mon histoire, le ferment de mon engagement. Cette langue que mon peuple a dû trop longtemps tourner vingt fois dans sa bouche. Sauf que je n'ai pas connu cette période. Je retardais de deux guerres, je tapais en pure perte sur un clou enfoncé depuis tellement longtemps. Ce peuple pouvait depuis belle lurette tirer la langue quand bon lui semblait. Je voulais l'indépendance de mon carré de polders. J'en étais obsédé, comme une névrose. Pourquoi ? Pour séduire qui ? Pour les gens qui s'y mouillent les pieds ou pour moi-même ? Pour pouvoir bomber le torse devant mes aïeux, fier du devoir accompli, une fois le moment venu ?

La langue ne me suffisait pas. Il y avait l'autre, les AUTRES ! Tous ceux qui ne parlent pas comme nous, ne pensent pas comme nous, rêvent d'autres choses, ne nous ressemblent pas tout à fait. Ceux qui bousculent les idées, les images, les clichés. Ceux qui

réfléchissent, qui mettent de la nuance dans le noir et blanc des idées. Dès que j'ai eu quelque pouvoir dans ma bourgade sur les rives du grand fleuve, j'ai pu montrer de quoi j'étais capable. Montrer de la force, du caractère. Sale temps pour les homos, opgepast immigratie, branle-bas de combat dans la culture. L'immigration ! Je m'en suis régalé. J'ai tout mélangé, j'ai foutu la trouille à plein de gens. Des pauvres soukeleirs qui fuyaient les bombes transformés en une phrase assassine en dangereux immigrés qui venaient pour toujours prendre le pain de notre bouche, le cimenterre entre les dents. J'ai pris la plume, sans honte, pour partiellement effacer ce que tant de gens avant moi, de 1864 à 2005, avaient patiemment rédigé à Genève pour le bien des hommes. Comme si pour une raison bizarre le monde ne pouvait plus faire face, comme si Aylan, lors d'une petite escapade en famille, était mort pour s'être imprudemment penché au bastingage.

4 Il me fallait aller plus loin, on ne rallie pas sur la seule peur des autres. Il me fallait de l'assise, du sérieux, du technique. Je suis devenu un vrai néolibéral, un Chicago boys, quand tout le monde commençait à s'en détourner. Je retardais d'une guerre, comme d'habitude, comme toujours. Je n'ai jamais bien compris ces matières, j'ai fait confiance au VOKA¹, j'ai mis des patrons et des boutiquiers à la manœuvre des réformes économiques et sociales. Je ne me suis pas posé de questions, je n'ai pas pensé au "qui gagne ? Qui perd ? Tant pis pour les laissés pour compte, les exclus, les malades, les chômeurs, tous ceux qui un jour ont perdu.

J'ai gâché une belle opportunité. Il y avait une place à prendre. Les partis traditionnels étaient perdus dans un monde déboussolé, qui voyait ses repères s'effondrer. Il fallait un visionnaire, un tribun qui retrousse ses manches, qui ose parler sans ambages des vrais problèmes de son temps, de la technologie qui galope, des valeurs qui s'érodent dans le climat qui s'emballe. Je n'ai choisi que la facilité. Je n'ai proposé qu'à quelques-uns de se replier sur leurs acquis en affirmant à tous que c'était la seule solution.

Pourquoi me suis-je ainsi fourvoyé ? J'étais pourtant "de Slimste mens"². Tous les hommes politiques mettent leurs peurs, leurs croyances, leurs valeurs et leurs acquis dans les projets qu'ils portent. Les uns y ajoutent la faconde, parfois de la roublardise et de la malhonnêteté, tous y mettent une bonne dose d'énergie, celle qui les porte, de soirées en kermesses, de débats en congrès, de réunions en meetings, de défaites en victoires. Les gens prennent ou ne prennent pas, adhèrent ou ne marchent plus. J'avais cette énergie, j'avais mes convictions. J'étais un tribun, une idée, un micro, une situation et je vous emballais tout cela dans un paquet cadeau. Il ne fallait cependant pas l'ouvrir. On n'y trouvait que l'approximation, la peur, la haine, le rejet, l'exclusion prêts à s'en échapper, comme les maux dans la boîte de Pandore.

Je vais bientôt retrouver mes ancêtres. Je ne leur dirai rien. Je leur dois beaucoup. Ils m'ont donné la force, le courage, l'entêtement. Pourtant, si les mains qui me guidaient, enfant, avaient pu m'emmener plus loin que la tour grise de l'Yser³, si on m'avait bercé avec d'autres comptines que le Vlaamse Leeuw⁴, j'aurais pu être un grand homme, un de ceux que l'histoire encense. Ceux qui tendent leurs bras, qui rassemblent, qui illuminent leur peuple de leurs idées généreuses. J'ai dit un jour "La communication politique ne supporte pas la nuance, la communication scientifique se nourrit de nuances"⁵. Tout était là. C'était mon crédo. Retirer la nuance à la communication politique, c'était basculer dans le poujadisme, c'était nager dans le populisme. Je n'ai pas hésité.



1. VOKA : Vlaams netwerk van ondernemingen, réseau d'entreprises flamand.
2. De Slimste mens : l'homme le plus intelligent. Emission notamment diffusée par la VRT, chaîne publique flamande.
3. La tour de l'Yser est un monument aux morts en hommage aux soldats flamands tués durant la première guerre mondiale. Il est aujourd'hui un lieu de pèlerinage pour les nationalistes flamands et pour l'extrême droite.
4. Vlaamse Leeuw : le Lion des Flandres, hymne officiel de la Flandre.
5. Wikipedia

Vous avez dit

« participation » ?

Julien CHARLES et Myriam VAN DER BREMPT

Toutes nos analyses sont disponibles sur
le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Qu'est-ce que la participation ? Difficile de répondre à cette question à partir d'un tour d'horizon des espaces et des projets qui recourent aujourd'hui à cette notion. Elle indique la tenue de réunions publiques dans le cadre d'un plan de rénovation urbaine ou d'une définition de budget, la constitution de collectifs de vigilance et de surveillance, les conseils et comités de tous ordres (de quartier, des enfants, des jeunes, des aînés, des personnes handicapées, des associations et parfois même « des sages »), l'ouverture d'espaces numériques de discussion ou de commentaires, l'implication dans un groupe d'achat commun ou un atelier de réparation de vélos, l'organisation d'un pique-nique entre voisins ou d'une parade, l'exposition de quelques œuvres par des artistes amateurs ou le partage de processus créatifs avec des professionnels... « et plusieurs ratons laveurs » : s'il était question de poésie, on rendrait hommage à Jacques Prévert.

Apparaissent ici des questions de pouvoir, d'émancipation, de domination... qui indiquent que l'idée de participation contient inévitablement une dimension politique.

Pas facile de s'y retrouver tant les écarts sont grands entre toutes ces propositions réunies sous le même mot, « participation ». A première vue, les dictionnaires ne nous aident pas à cerner plus précisément la notion : la participation y est définie comme « *action de prendre part activement à quelque chose* ». C'est large. On comprend que les projets

qui mobilisent cette catégorie partent en sens divers. Mais cette définition n'est cependant pas insignifiante.

Littéralement, *prendre part* requiert une prise, une implication effective, un engagement personnel. Prendre *part* suppose de s'investir comme une partie contribuant à quelque chose de plus vaste, de partagé avec d'autres. La participation nécessite donc toujours d'agir en commun, de se coordonner mutuellement, de se gouverner collectivement. Apparaissent ici des questions de pouvoir, d'émancipation, de domination... qui indiquent que l'idée de participation contient inévitablement une dimension politique.

La participation, si facilement invoquée aujourd'hui, est d'ailleurs souvent assortie de l'adjectif « citoyenne ». Les projets qui s'en réclament partageraient alors une orientation démocratique et considéreraient les personnes comme des citoyens (et non comme des clients, des usagers ou des spectateurs, par exemple). Pourtant, lorsque ces projets sont présentés, outre leur prétention hypocrite à l'inclusion de tous et à l'ouverture totale¹, la plupart revendiquent ne pas faire de politique. Mais alors, de quoi s'agit-il ?

Nous pensons que ce qui se glisse aujourd'hui derrière l'étiquette « participation citoyenne » doit être mis en doute, questionné, discuté. Dans ces expériences dites à la fois citoyennes et apolitiques, quel projet politique, précisément, passe en sous-main ? Malheureusement, les horizons visés et valeurs défendues dans la plupart de ces espaces n'ont plus grand-chose à voir avec l'idéal démo-

cratique. Ces horizons et valeurs sont d'ailleurs partagés avec d'autres projets participatifs, qui ne prétendent pas à cette orientation citoyenne, comme le management participatif².

Participation = responsabilité individuelle ?

Commençons à gratter le vernis de cette façade en identifiant, avec Jean-Louis Genard, la conception particulière du participant qui sous-tend l'immense majorité de ces espaces :

« Pour prôner un élargissement de la participation, il faut bien admettre que les acteurs appelés à participer disposent de certaines capacités et compétences à la fois cognitives, celle d'énoncer des arguments par exemple, et éthiques, celle d'écouter l'autre, celle de saisir la différence entre bonne et mauvaise foi..., nécessaires au bon déroulement et à la crédibilité des scènes participatives »³.

En outre, on considère généralement que, pour être activées, ces compétences à participer convenablement requièrent que les personnes concernées se comportent comme des êtres responsables, fassent preuve de « bonne volonté ». Cette appréhension des êtres humains par leurs compétences et leurs volontés individuelles, ça vous fait penser à quelque chose ?

6

Les sciences sociales, tout au long de leur histoire, ont dénié l'ancrage individuel de ces capacités et volontés, en les rapportant plutôt à des positions dans un espace social, où certains en dominent d'autres. Mais aujourd'hui, plutôt que de domination, on parle souvent de fragilité, de vulnérabilité, d'épuisement, de fatigue. Les pouvoirs publics vont alors presser ceux qui sont dans cet état de passivité d'en sortir, de récupérer leur autonomie et leur responsabilité (comprendons rétablir des individus actifs et performants sur le marché du travail). Au contraire de l'État-Providence s'appuyant sur un principe d'octroi de droits collectifs, les prestations de l'État Social Actif sont réservées à ceux qui se montrent disposés à « faire des efforts ». L'accès à l'aide sociale (mais aussi aux soins, à l'éducation et à la culture) est conditionné à certaines capacités et/ou volontés individuelles des personnes.

Les projets qui se réclament aujourd'hui de la participation (citoyenne ou non) nourrissent donc une visée politique, souvent passée sous silence et néanmoins pesante, celle « d'un monde fondé sur l'autonomie individuelle », pour reprendre les mots de Luca Pattaroni. Mais cette exigence d'autonomie, autant que celle de responsabilité qui la suit généralement, ne pèse pas du même poids sur tous les citoyens : c'est à ceux qui sont les plus éloignés de la parole publique – qu'on les nomme dominés, faibles, exclus, sans-voix... – que s'adressent généralement les projets participatifs, considérant que « les autres » (ceux qui oc-

cupent des positions dominantes) n'en ont pas besoin pour se faire entendre. Ce qui n'est sans doute pas faux mais revient à inviter ces « autres » à ne pas endosser leur statut de citoyen en-dehors des élections⁴.

Regard sur les origines de la participation citoyenne

Faut-il alors dénoncer tous les projets visant la participation et la citoyenneté ? Évidemment, non. Aujourd'hui comme hier, certains projets participatifs sont porteurs d'autre chose. Pensons à la démocratie athénienne, à la démocratie directe dans certains cantons suisses dès le XVII^e siècle, à la Commune de Paris, aux conseils ouvriers des premières heures de la révolution soviétique et à ceux qui ont vu le jour en Allemagne et en Italie, aux communautés anarchistes espagnoles au milieu des années 1930, au mouvement étudiant et ouvrier de la fin des années 1960, aux Groupes d'Action Municipale français...

Observons ce qui est sans doute, en Occident, le moment inaugural de la participation citoyenne : la démocratie athénienne au Ve siècle avant J.-C. Il faut être clair, cependant : si cet épisode de l'Histoire nous rappelle aujourd'hui le sens politique de la participation citoyenne, ce n'est pas dans sa mise en œuvre historique (exclusion des femmes et des esclaves, accès effectif au pouvoir possible seulement pour les riches...) mais dans sa formalisation philosophique donnée par Platon⁵.

En très bref, voici le raisonnement : la démocratie, selon son étymologie grecque, est le régime politique qui donne le pouvoir au peuple. Pour qu'il y ait véritablement démocratie, il faut donc que tous les habitants du territoire aient accès au pouvoir. Il ne suffit pourtant pas de le dire pour que ce soit réalité. Ce principe d'inclusion de tous reste un vœu pieux s'il ne s'accompagne pas de conditions, à réunir absolument.

Ainsi, les besoins socio-économiques de base doivent bien sûr être rencontrés, pour garantir la survie de tous. De plus, l'adhésion de chacun au principe même de ce régime politique est nécessaire : il faut accepter de jouer le jeu. Enfin, tous sont réputés a priori capables d'exercer le pouvoir politique mais, pour que cette capacité devienne effective, les citoyens ont le devoir de se former. Nous y voilà : pour que ce régime politique du pouvoir par le peuple qu'est la démocratie puisse fonctionner, il faut que le peuple soit en mesure de participer à l'exercice du pouvoir et le fasse. Telle est la nécessité de la participation citoyenne en démocratie.

Ceci nous rappelle que la mise en place d'un dispositif de participation citoyenne n'est pas destinée à faire plaisir aux gens, à leur apporter de la reconnaissance ou à les flatter en leur donnant (vraiment ou non) de l'importance, à les dynamiser ou à les activer. La participation citoyenne atteste plutôt la prise en charge de l'exercice du pouvoir par les citoyens et donc l'effectivité de la démocratie elle-même.

Concrètement, chaque citoyen a le droit de choisir de participer ou non. Mais la démocratie, elle, a impérativement besoin que les citoyens participent. Une démocratie où les gens ne participent plus à l'exercice du pouvoir devient, dans les faits, une oligarchie : le pouvoir est aux mains du nombre réduit de ceux qui ont envie de l'exercer personnellement et les institutions démocratiques (les élections, par exemple), réduites à n'être que des mécanismes vides de sens, sont délaissées par les citoyens.

Pour conclure

Ce regard dans le rétroviseur ne vise pas un retour aux sources qui négligerait les spécificités du contexte contemporain et des contraintes qu'il impose aux projets participatifs. Nous invitons plutôt à une forme de vigilance quant à l'horizon de la citoyenneté. Certes, souvent pour de bonnes raisons, ceux qui mettent en place des projets participatifs peuvent avoir d'autres objectifs que la pratique de la démocratie. Mais le caractère aujourd'hui incontournable, en même temps que le flou installé (et entretenu ?) autour de la notion de participation⁶, produisent une inflation dans laquelle plus personne ne voit clairement ce que veut dire « participatif ». Et le projet politique qui fonde la démocratie s'y dissout dangereusement.

Or, les associations reconnues en éducation permanente ont précisément pour mission de soutenir et de développer la dimension politique de la participation citoyenne : assumer et encourager un rôle critique à l'égard des pouvoirs publics, réfléchir sur et occuper l'espace public, mettre en place des lieux d'échange et de nouvelles définitions des façons de vivre ensemble... Ce n'est pas seulement une idée, cela doit s'engager dans des pratiques expérimentales et être animé par des volontés de changements institutionnels et de politiques publiques. Et toutes ces activités ne sont pas chasse gardée de l'éducation permanente telle qu'elle est définie par décret, évidemment.

Une démocratie où les citoyens participent effectivement au pouvoir est un régime politique où les gens peuvent non seulement s'exprimer, mais faire entendre leurs voix, même pour dire des mots qui fâchent ou pour donner un coup de pied dans la fourmilière. Dès lors, à nos yeux, un projet citoyen participatif prend particulièrement sens s'il contribue à permettre des modes d'expression politique qui, sinon, resteraient inaudibles et impartageables.

Il reste que la confusion ambiante sur tout cela place les travailleurs de l'associatif en charge de conduire ou d'animer les dispositifs en question dans une situation pour le moins inconfortable. Dans de nombreux cas, s'ils prennent réellement en compte la dimension politique de la participation citoyenne, ils risquent bien d'effaroucher une partie de leurs publics, sinon leurs instances : « on a annoncé "participatif", mais faut pas exagérer et faire fuir les gens... ». Et s'ils capitulent sur ce front, leur rôle quant à la dimension participative des projets se résume souvent à être rendus responsables (tiens, tiens !) d'y rassembler un nombre suffisant de personnes et de les motiver pour les « garder » jusqu'à la fin du dispositif.

Participation : le terme a aujourd'hui la cote et il est dans toutes les bouches, au risque de perdre sens. N'attendons toutefois pas que la mode passe et qu'on le mette au rebut : ce serait très mauvais signe pour nos démocraties, déjà menacées.



1. Question abordée dans une étude récente du CESEP en 2014, intitulée « Persona non grata. Au seuil de la participation » (M. Berger et J. Charles).
2. Question abordée dans une autre étude du CESEP, en 2013 « Les conditions de la participation, marqueurs de la vulnérabilité du participant » (J. Charles).
3. « De la capacité, de la compétence, de l'empowerment, repenser l'anthropologie de la participation », *Politique et Sociétés* 32, no 1 (2013): 43-62.
4. A titre d'exemple, il est devenu légitime d'imposer des cours de citoyenneté dans les programmes d'alphabétisation alors qu'il n'y en a pas trace dans le cursus universitaire des ingénieurs, des médecins et de tant d'autres...
5. Dans son dialogue intitulé Protagoras.
6. On peut dire la même chose, d'ailleurs, de l'adjectif « citoyen »...

Posez votre

brique Internet

Numérique

par Jean-Luc MANISE

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Par le jeu des services gratuits proposés par les géants américains d'Internet, ceux qu'on appelle les GAFAM, nos données personnelles peuvent être transférées et exploitées sur des serveurs situés sur le sol américain. Suite à l'affaire Snowden, Maximilian Schrems a porté plainte contre Facebook en 2013. Il vient d'obtenir gain de cause en octobre dernier. En parallèle de cet arrêt « historique » de la Cour de Justice Européenne, il est bon de rappeler que nous pouvons devenir acteur de notre sécurité et maîtriser nos données de connexion. C'est tout l'intérêt du projet de la Brique Internet, ou comment nous réapproprier, de façon simple et tout à fait concrète, le réseau des réseaux...

Le 25 juin 2013, dans la foulée des révélations d'Edward Snowden sur le programme PRISM et la surveillance de masse organisée par la NSA, un juriste autrichien porte plainte contre le transfert de ses données par Facebook vers les Etats-Unis. La plainte est déposée devant le tribunal de commerce de Vienne contre la filiale irlandaise de la société de Mark Zuckerberg, là où Facebook a son siège européen. Au vu des agissements de la NSA, Maximilian Schrems considère que les pratiques en usage aux USA ne garantissent pas aux citoyens européens une protection suffisante des données à caractère personnel. Or l'accord « Safe Harbor » signé en 2000 par la Commission stipule l'inverse.

Des excès considérables

Le commissaire européen saisi de la plainte considérant qu'il n'était pas tenu de procéder à une enquête, Maximilian Schrems porte l'affaire devant

la Haute Cour de Justice. Elle va estimer que, si la surveillance électronique et l'interception des données à caractère personnel transférées depuis l'Union vers les États-Unis répondaient à des finalités nécessaires et indispensables à l'intérêt public, les révélations de Snowden démontraient a contrario que la NSA et d'autres organes fédéraux avaient commis des « excès considérables ». Toujours selon la Haute Cour, les citoyens de l'Union ne disposeraient d'aucun droit effectif à être entendus. La supervision des actions des services de renseignement serait effectuée dans le cadre d'une procédure secrète et non contradictoire. Une fois les données à caractère personnel transférées vers les États-Unis, la NSA et d'autres organes fédéraux, tels que le Federal Bureau of Investigation (FBI), pourraient accéder à ces données dans le cadre de la surveillance et des interceptions indifférenciées qu'ils pratiquent à grande échelle !

Safe Harbor invalidé

Or, pour que ces interceptions de communications électroniques puissent être considérées comme conformes à la Constitution, la preuve devrait être rapportée que ces interceptions présentent un caractère ciblé, que la surveillance de certaines personnes ou de certains groupes de personnes soit objectivement justifiée dans l'intérêt de la sécurité nationale ou de la répression de la criminalité et qu'il existe des garanties adéquates et vérifiables. Et force est de constater, conclut la Haute Cour, qu'il existe à ce sujet « un doute sérieux ». Pour la cour, la surveillance exercée par les

agences de renseignement américaines et révélée par les documents Snowden rend donc caduc l'accord Safe Harbor. Elle considère que la mise à disposition des données personnelles des Européens aux agences de renseignement américaines porte « atteinte au contenu essentiel du droit fondamental au respect de la vie privée » et que les internautes européens ne disposent « d'aucun recours pour s'opposer à l'utilisation de leurs données personnelles aux Etats-Unis ».

Un nouvel accord d'ici fin janvier 2016

Si l'arrêt de la Cour a une dimension « historique », elle s'inscrit dans un processus. Interrompre les flux de données entre l'Europe et les USA (cela concerne plus de 4000 entreprises) est inenvisageable. C'est pourquoi le G29 (le groupe qui réunit les commissions nationales de défense de la vie privée donc la Commission Belge) demande à tous les Etats membres européens d'engager au plus vite les discussions avec les autorités américaines afin de trouver « les solutions politiques, juridiques et techniques permettant de transférer des données vers le territoire américain dans le respect des droits fondamentaux ». Il s'agit, selon le G29, d'offrir des garanties fortes aux citoyens européens via un nouvel accord actuellement en négociation. Safe Harbor 2.0, c'est son nom, est attendu au plus tard avant la fin du mois de janvier 2016 : « Si aucune solution satisfaisante n'était trouvée avec les autorités américaines, les autorités de protection s'engagent à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires, y compris des actions répressives coordonnées ». En attendant, les transferts qui s'opéreraient sur la base juridique de Safe Harbor sont illégaux. Seuls les autres dispositifs juridiques existant (clauses contractuelles types préparées par la Commission européenne à destination des sous-traitants et règles internes d'entreprises) peuvent fonctionner.

Fournisseur d'Accès Internet associatif

Quelles que soient les avancées de Safe Harbor, la question de la surveillance étatique et de l'exploitation des données personnelles à des fins commerciales reste cruciale. C'est ici que des initiatives comme celle de la Brique Internet prennent tout leur sens. Laurent Peuch est une figure très connue dans le monde des hackers. Après avoir très largement contribué au développement du mémoire politique au sein de la Quadrature du Net, il lancera l'initiative Nurpa (Net Users' Rights Protection Association) en Belgique « pour avoir un rôle comparable à la Quadrature ». Laurent Peuch suit de très près une autre initiative, celle d'une bande de copains, en France, qui vont décider de devenir fournisseurs d'accès Internet associatif.

C'est un peu un retour aux sources premières de l'Internet, où chacun maîtrisait ses propres données, pour ensuite partager des services et des ressources dans un esprit libre.

L'une des chevilles ouvrières de ce projet est Benjamin Bayart, qui anime le réseau FDN (French Data Network). Au départ, FDN est né de la volonté de fournir de l'accès associatif par les membres du réseau et pour les membres du réseau. « On ne parle pas d'abonné, mais de membre à part entière, qui ont un droit de regard sur l'organisation. En 2010, j'ai rencontré Benjamin aux rencontres du logiciel libre et lui ai demandé quand la FDN débarquerait en Belgique. Il m'a conseillé d'en prendre l'initiative. Je l'ai pris au mot : c'est ainsi que Neutrinet a vu le jour. A l'époque, Benjamin faisait beaucoup de conférences et le nombre de membres allait croissant. Pour ne pas perdre l'esprit humain du projet et continuer à fonctionner au sein de petites structures, il a décidé d'encourager la création d'autres FAI (Fournisseurs d'Accès Internet) associatifs et de lancer une fédération, la FFDN (Fédération French Data Network). Aujourd'hui, elle compte 26 associations et plus de 200 membres, dont Neutrinet ».

La brique Internet : communiquer de façon cryptée

Laurent Peuch : « Il y a plusieurs façons de fournir de l'accès Internet. On peut déposer ses propres câbles sur tout le pays, mais c'est hors de prix. On peut, cela s'appelle un contrat de collecte, louer cet accès à un opérateur existant, Belgacom par exemple. Mais cela aussi, cela coûte très très cher. La troisième solution est de ne pas s'occuper de l'infrastructure mais de fournir un service VPN, un tunnel chiffré, une connexion entre ta machine à toi et le serveur : c'est ce que fait la Brique Internet ». La brique Internet est un petit boîtier avec une antenne qu'il suffit de brancher sur une prise de courant et sur le port de la « box » de son fournisseur d'accès à Internet. Il va créer un réseau wi-fi : tous les appareils qui s'y connecteront communiqueront de façon cryptée. Laurent Peuch : « Le trafic entre ces briques et Neutrinet sera illisible, y compris pour le fournisseur d'accès Internet commercial, en qui on n'a pas forcément confiance. C'est particulièrement le cas en France où la loi renseignement permet de placer des boîtes noires chez les fournisseurs d'accès Internet ».

Un nom de domaine personnel

La brique permet également d'éviter les surveillances « commerciales ». Le boîtier est un véritable petit serveur Internet, qui donne accès à un nom de domaine. « Il suffit à l'utilisateur ou à l'association de choisir un domaine personnel, celui qu'il veut : il suffit qu'il soit libre. Il pourra alors via une interface Internet extrêmement simple avoir accès à tous les services classiques qu'on utilise d'habitude, mais en alternative libre : courrier électronique, espace de stockage Cloud, traitement de texte, tableurs, blog, agenda. Le boîtier coûte 60 €, plus 8 € par mois pour les services d'auto-hébergement sécurisé. « Il s'agit d'un prix libre, avec un minimum de 8€. A terme, nous voudrions qu'il n'y ait plus de prix minimum ». Neutrinet ne prend pas de marge sur le matériel. L'ASBL compte exclusivement des bénévoles. Laurent Peuch : « En tant que FAI, Neutrinet propose un service support. Tous les 3ème vendredi du mois, on organise à Bruxelles une réunion pour nos membres. Le paramétrage de la Brique est très très

simple. Cela prend une demi heure environ. Au départ, la Brique vise le grand public. Nous sommes en train d'affiner la solution pour le secteur associatif, avec des applications comme la comptabilité, la gestion des membres, les aspects collaboratifs. Notre solution est intéressante pour les petites structures, jusqu'à une dizaine de personnes. Au-delà, les contraintes sont plus élevées : on peut alors s'adresser à des services comme Domaine Public ou Cassiopea, comme le font des structures comme la Zinneke ou Attac. A terme, nous voudrions que des structures identiques à Neutrinet se multiplient partout en Belgique afin de permettre une réappropriation citoyenne d'une partie du réseau, d'une partie de l'infrastructure qui compose l'Internet. C'est important car cela change complètement la relation de l'utilisateur. Chez Belgacom, tu es un numéro. Chez Neutrinet, tu es un membre à part entière, avec un droit de vote sur une structure en faveur de laquelle tu opères une délégation de confiance pour la prise en charge sécurisée de ton trafic Internet. C'est un peu un retour aux sources premières de l'Internet, où chacun maîtrisait ses propres données, pour ensuite partager des services et des ressources dans un esprit libre ».

Sources et infos

La carte des fournisseurs d'accès associatif
<http://db.ffdn.org/>
La Brique Internet
<http://labriqueinter.net/>
L'arrêt de la Cour de Justice Européenne
<http://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2015-10/cp150117fr.pdf>
<https://www.laquadrature.net/files/sc-hrems-arret-de-la-cour.pdf>
Le Groupe de travail 29
http://ec.europa.eu/justice/data-protection/article-29/index_fr.htm
Le mémoire politique
(https://wiki.laquadrature.net/Portail:M%C3%A9moire_Politique)
Laurent Peuch
<https://coderwall.com/psycojoker>

UN RÉCIT ?



Pourquoi et comment fabriquer un récit qui soit alternatif à la mythologie libérale et porteur de changement social ? Comment et pourquoi peut-il servir à se réapproprier une histoire, individuelle et collective. En quoi les récits pluriels favorisent-ils l'ouverture des mondes et la rencontre de la diversité ? Pourquoi soutenir une écriture des métiers ? Quels en sont les enjeux ? Qu'en est-il du récit fondateur de l'Education permanente ? Où re-trouver ce récit sous forme contemporaine ?

Ce sont ces questions qui nous ont guidées tout au long de ce dossier. Les trois premiers articles exploreront tour à tour la fabrication d'un autre récit par l'enquête politique, par l'histoire, par le témoignage. Le dernier article est davantage une invitation à récolter des histoires qui nous invitent à lire le social.

Dossier réalisé par Chantal DRICOT et Claire FREDERIC
Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be
Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

LE RÉCIT PAR L'ENQUÊTE POLITIQUE



par Chantal DRICOT sur base d'un entretien avec Josep Rafanell I ORRA

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Au départ, une question : dans notre société, de plus en plus organisée comme un espace de gestion, de contrôle et de contraintes, quelle place est laissée à la politisation des questions ordinaires et à l'initiative populaire ? Autrement dit, quels sont les interstices où le réel peut encore être envisagé dans ses dimensions plurielles et réaménagé sur base de nos aspirations collectivement définies ? Mis en débat lors de l'édition 2014 du Festival des Libertés, ce questionnement aboutissait logiquement à dépasser ce cadre ponctuel et à prolonger la réflexion par la mise sur pied d'un atelier d'enquête politique. Nous avons rencontré Josep Rafanell i Orra¹, qui, en collaboration avec Juliette Beghin de Bruxelles Laïque, accompagne depuis avril 2015, le développement de ce processus. Psychologue clinicien, il a beaucoup travaillé dans les institutions sociales et l'articulation entre soin et politique fait, depuis longtemps, l'objet de ses réflexions et de ses pratiques.

Pourquoi ce choix d'un atelier d'enquête politique ? Quelle est son intention et comment se met-il en place ? Ce sont les questions que nous lui avons posées.

L'enquêteur embarqué

D'abord notre intention était de sortir des réflexions très programmatiques construites à partir d'énoncés qui se trouvent en surplomb d'une situation. Nous ne voulons pas adopter une position de recul critique où le sens est donné par une personne extérieure qui décrypte, interprète, classe et parfois même définit ce que les autres vivent. Nous voulons plutôt trouver un moyen d'approcher l'expérience. Partir de ce que l'on vit et de comment on fait sentir ce que l'on vit. Au départ d'une situation donnée, ce qui nous intéresse, c'est de dégager les zones de partage. Aller voir en quoi cette situation nous parle et ce qu'elle nous fait dire. A quoi elle nous rend sensible ? Dans ce processus d'approche, l'enquêteur est forcément impliqué dans la situation. Il vient avec ses expériences, ses idées, ses sensibilités, ses affects. Toute sorte d'éléments qui sont aussi mis en jeu dans la situation et participent également à construire le récit.

C'est à partir de cette narration réciproquement, collectivement formulée et adressée à d'autres que s'installe le

partage. Au départ d'une situation vécue et de sa relation (dans les deux sens du terme) à d'autres personnes, s'échangent diverses manières de penser ce qui est vécu et diverses manières d'éprouver ce qui est pensé. Il y a une logique de transmission de ces choses qui nous ont affecté, qui nous ont fait penser. Progressivement, s'élabore la construction commune mais non homogène qui pourra à son tour circuler et se raconter à d'autres gens.

Et si on demandait aux gens ce qu'ils vivent ! ?

11

Nous parlons aussi d'un processus d'enquête « politique ». Politique ici signifie retrouver de nouveaux régimes d'existence de l'expérience. Nous voulons éviter de qualifier telle ou telle expérience, de la classer dans tel ou tel registre. Ce qui, en somme, revient à dire aux gens ce qu'ils vivent ; à leur dire ce qu'ils sont ; à les déposséder. Notre présupposé est que les gens quand ils se racontent savent de quoi ils parlent. Et que ces expériences nous parlent autrement du monde que nous vivons.

Prenons le cas des entendeurs de voix². A la suite d'une rencontre³ entre un psychiatre et une entendeuse des voix, diagnostiquée schizophrène.. le travail avec ces personnes dites atteintes d'hallucinations auditives, a été envisagé autrement. Jusque-là ces gens se voyaient désignés comme psychotiques et, en fonction du syndrome qui leur était attribué, se voyaient appliquer une série de pratiques : médicamenteuse, asilaire ou disciplinaire et tout un tas de présupposés qui variaient en fonction de l'école théorique du clinicien. Forcément, être diagnostiqué « psychotique » et se faire neuroleptiser pendant 10 ou 20 ans, induit une autre manière de penser sa propre existence. Les psychiatres ont alors demandé à ces personnes de qualifier elles-mêmes ce qu'elles vivaient. Ils



ont proposé à ces gens de voir si, au lieu « d'écraser » les voix, ils pouvaient se mettre en rapport avec elles. Des groupes se sont créés et se sont mis à dialoguer entre eux pour dire ce qu'ils vivaient. Pour certains, entendre des voix étaient très angoissant ; pour d'autres, c'était aidant. Toute une série de positions sont apparues, chacune avec leur singularité. C'était une manière de faire exister autrement l'expérience au-delà de la seule explication psychopathologique ; une manière de la sortir d'une interprétation extérieure et univoque. Pour les entendeurs de voix, cette réappropriation non seulement leur donnait plus de force pour discuter des protocoles auxquels on les soumettait mais les mettait également dans un rapport plus égalitaire aux soignants ; et dans certains cas, leur permettait de s'en passer. Donner accès à d'autres registres d'intelligibilité, susciter une lecture plurielle des événements et des expériences, voilà, à notre mesure, notre intention avec ce processus d'enquête politique.

Création d'espaces polémiques

12

Naturellement, susciter une lecture plurielle de la réalité et mettre à jour de nouveaux registres d'existence revient à créer un espace de conflit avec les institutions chargées, au sein du corps social, de ce que Jacques Rancière appelle « la police » c'est-à-dire un système de gestion, de classification des places. Dans ce contexte-là, se réapproprier une capacité à qualifier son registre d'existence et refuser l'attribution de telle ou telle place ou étiquette, introduit du désordre dans une représentation classifiée des identités, installe un processus de désidentification.

Et nous les travailleurs sociaux nous sommes en plein dans ces mécanismes-là. Il serait faux de prétendre que nous sommes les rouages d'une grande machine de domination. Je pense même qu'il y a un souci sincère dans le travail de soin et d'accompagnement réalisé, et qu'un vrai appétit pour les rencontres existe. Il n'empêche que, la plupart des institutions pour lesquelles nous travaillons produisent cette forme d'assignation des gens à certaines places et que ce mouvement est renforcé par des logiques de contrôle de plus en plus disciplinaires.

La situation des chômeurs est à cet égard éclairante. Le demandeur d'emploi qui n'établit pas les preuves suffisantes de sa recherche d'emploi, même s'il s'agit d'un emploi pourri où il bossera pour des clopinettes ; s'il ne montre pas cet élan à s'intégrer dans la place qui lui est désignée, sera considéré comme un asocial, comme quelqu'un d'anomique.

Et des travailleurs l'encadrent, lui rappellent qu'il faut trouver du boulot alors qu'on sait qu'il n'y en a pas pour tout le monde. Ces travailleurs-là, obéissent à une logique qui n'a aucun sens, même d'un point de vue strictement gestionnaire. Simplement, il faut maintenir les gens en tension.

Entre failles et marges créatives

Encore une fois, je ne dis pas que tout est à jeter dans ces dispositifs-là. Mais il faut bien reconnaître que beaucoup de



travailleurs dans les secteurs de la santé ou du social sont coincés dans des dispositifs qui ne leur conviennent pas vraiment. Des dispositifs qui créent beaucoup d'impuissance pour les personnes qui sont dedans, y compris pour celles qui sont censées les organiser. Mais le formuler comme ça, par le simple exercice d'une pensée théorique ne fonctionne pas. D'abord parce que cette pensée en surplomb tend à figurer la réalité à la place des gens et ce faisant, participe plus à écraser, à figer qu'à faire émerger des choses nouvelles.

C'est pour cela qu'il est vital d'inventer de nouveaux dispositifs et d'éclairer ceux qui existent déjà. Dans un cas comme dans l'autre, ils ont recours à de nouvelles manières d'organiser la relation avec les autres, à de nouveaux rapports entre les individus et surtout à de nouvelles formulations du lien politique qui passent par la prise en compte et l'exploration sensible de réalités hétérogènes. De telles expériences émergent ici et là. Elles installent de la résistance. Ici, elles sont le fait de gens qui travaillent seuls avec des bouts de ficelles et sans faire trop de bruit pour qu'on leur fiche la paix. C'est une manière de faire effraction dans les dispositifs de contrôle, une manière d'en exploiter les brèches. Là, elles sont à la marge, dans des zones qui échappent au maillage des institutions. Elles sont le fruit d'alliances inattendues ou de collectifs de circonstance. Elles sont des lieux d'expérimentation où se rejoignent des expériences différentes qui se mettent côte à côte non pas parce qu'elles sont exemplaires ou merveilleuses mais parce qu'en nommant leur propre singularité, elles aménagent une possible rencontre ; elles instaurent de nouvelles formes de communautés.

Le degré de résonance ...

Ce sont des points de vue situés, incarnés, et donc pluriels que ces nouveaux types de relation font apparaître. Quand je suis face à un usager de drogues qui revendique sa consommation de substances illégales et en connaît le risque et qui du coup se confronte aux institutions qui le rangent dans une catégorie juridico-légale (délinquant, déviant) ou psychopathologique ; dans cette situation, si je ne veux pas d'emblée écraser toute chance de partage, je dois trouver quelque chose qui nous permette d'entrer en relation et qui ancre nos échanges. La résonance entre les personnes est un facteur déterminant dans la création de ces nouveaux dispositifs ; tout autant qu'elle est indispensable à la mise en collectif d'expériences singulières. Et sur base du même principe que des personnes se rassemblent en collectif en opposition avec les institutions qui classifient leur existence ; la multiplication de lieux alternatifs et leur mise en réseau est une manière de résister un peu à la codification de l'espace métro-



On crée des diffractions, des antagonismes, de la polémique. Etre pluraliste, c'est juste avoir de l'appétit pour la diversité dans le monde. Et le prix à payer pour la politique, ce n'est pas d'écraser la pluralité.

politain où la seule chose qui importe est la circulation de la valeur. Du reste, être dans une logique de résonance fait aussi partie de nos intentions avec cet atelier d'enquête politique. Etre un lieu de mise en présence, de mise en réseau d'expériences alternatives et d'horizons nouveaux. Recréer des liens et par ricochet toucher les gens d'à côté qui ont envie de savoir que c'est possible. Par exemple, aujourd'hui nous avons rencontré Maxime qui est travailleur du sexe. Il nous a raconté comment s'est créé l'espace collectif⁴ par lequel ces travailleurs peuvent dire autrement leur profession. Ce qui leur permet de problématiser leur expérience comme quelque chose qui n'est pas forcément de la joie mais qui peut être assumé s'il n'y avait pas cette pression disqualifiante de l'activité prostitutionnelle (qu'il appelle la putophobie). Ce qui leur permet aussi de dénoncer la logique compassionnelle ou pire délinquante qui est souvent plaquée sur la prostitution. Aujourd'hui on a créé un lien. Maxime, on va le revoir. Il va raconter cette histoire ailleurs. Des gens vont entendre ce jeune homme plein de finesse qui dit des choses intéressantes et cela va changer des perspectives. Il faut d'ailleurs remarquer à quel point ce qu'il dit raisonne avec la question des usagers de drogues et la logique prohibitionniste. Ce lien-là, il faut le reconstituer. C'est un espace dans lequel on commence à se dire que c'est possible. Après on espère qu'une logique de propagation se met en œuvre.

... et de pluralité

C'est l'autre élément indispensable à ces nouveaux dispositifs. C'est vrai qu'on est parti d'un récit à la première personne parce qu'on veut susciter quelque chose qui soit de l'ordre des affects, pour ne pas que les gens se coincent dans la tentative de faire un bel exposé théorique avec tous les côtés inhibiteurs que cela comporte. On voulait aussi éviter le côté « je fais le beau », je montre que je réfléchis comme tout le monde ; ce qui éloigne de l'expérience. Partir du sensible, des affects, est un choix délibéré. Il n'est évidemment pas question d'éviter de penser mais nous voulons susciter une pensée qui pense aussi le ressenti. Et puis, il y a ce passage entre individu et collectif qui est résumé dans ce qu'on appelle le transindividuel collectif. C'est une formule un peu compliquée mais qui convient bien pour dire ce moment qu'est l'individuation. C'est-à-dire ce moment où l'individu



s'individue, c'est-à-dire où il se reconnaît parce qu'il est dans le rapport aux autres, parce qu'il est dans la relation. C'est l'attention portée à la relation qui nous permet de créer des collectifs plus porteurs. C'est d'ailleurs la différence fondamentale entre le collectif transindividuel et le collectif politique. A un moment donné, le collectif politique devient toxique, je pense, parce qu'il manque d'hétérogénéité. Alors la logique idéologique te bouffe les idées, parce qu'elle doit être vérifiée par l'action en permanence. Et ça se transforme en une sorte d'absolutisation de l'agir.

Je pense que cette dimension de pluralité est très importante. Mais attention veiller à la pluralité, cela ne veut pas dire être consensuel, on peut être dans la pluralité et pas dans une logique de consensus. On crée des diffractions, des antagonismes, de la polémique. Etre pluraliste, c'est juste avoir de l'appétit pour la diversité dans le monde. Et le prix à payer pour la politique, ce n'est pas d'écraser la pluralité.



Références bibliographiques :

- « La métropole et ses marges de manœuvre : enquêtons ensemble », Josep Rafanell i Orra, in Echos (Revue trimestrielle de Bruxelles Laïque), n°87, Décembre 2014
- « Prendre soin de nos manières de faire collectif », Josep Rafanell i Orra, in Echos (Revue trimestrielle de Bruxelles Laïque), n°90, Octobre 2015

1. Josep Rafanell i Orra est psychologue clinicien. Il est notamment l'auteur de : « En finir avec le capitalisme thérapeutique. Soins, politique, et communauté ». Editions La Découverte, Paris, 2011
 2. Pour plus d'informations sur les entendeurs de voix en Belgique : www.rev-belgium.org
 3. Cette rencontre à lieu à Maastricht, à la fin des années 80, entre Marius Romme (psychiatre) et de Patsy Hague (une de ses patientes), à laquelle s'est joint très vite Sandra Escher, une journaliste
 4. Pour plus d'informations sur les collectifs de travailleurs du sexe : en Belgique <https://www.facebook.com/UTSOP1-972139689512177/> En France <http://strass-syndicat.org/>



14



LE RÉCIT

PAR

L'HISTOIRE



par Chantal DRICOT sur base d'un entretien avec Christine MACHIELS

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Entre l'histoire officielle et les mémoires collectives, il y a de nombreuses formes de récits dont la nature et le contenu varient en fonction du groupe dont ils sont issus, de leur support et de leur mode de diffusion. Dans le cadre de ce dossier, il nous a semblé cohérent de nous pencher sur la mémoire collective propre aux résistances sociales et aux combats politiques. Dans cette perspective, nous avons rencontré Christine Machiels qui est historienne et directrice du Carhop¹. Comment se constitue la mémoire d'un groupe, dans ses dimensions sociale et politique ; comment se transmet-elle ; peut-elle être un outil de compréhension des réalités actuelles ; et de son observation, quels enseignements peut-on tirer ? Ce sont ces questions qui ont servi de fil conducteur à notre entretien.

Un travail de récolte et de comparaison

La mémoire ouvrière et la mémoire collective sont au cœur du projet Carhop puisqu'il naît à la fin des années 70, d'une initiative des « équipes populaires » qui mettent sur pied des cellules de mémoire ouvrière aux quatre coins de la Wallonie (Jumet, Verviers, Seraing). Avec l'idée de récolter la mémoire des acteurs et des actrices de terrain, certains de ces récits ont permis le lancement de la collection « Les travailleurs témoignent ». Le travail réalisé par la cellule de Seraing a donné lieu à une réflexion sur les événements de 1886 et s'est poursuivi par une exposition et une publication « 1886 - 1986, Des travailleurs témoignent » dont l'intention était d'apporter un éclairage historique aux questions posées par la crise et d'établir des éléments de comparaison avec 1886, une période de fortes révoltes sociales en Belgique. Les émeutes de 1886, d'abord très durement réprimées, ont ensuite abouti à une enquête sur le travail industriel et les conditions de vie de la classe ouvrière. Le but était de vérifier dans quelle mesure ces éléments d'enquête étaient transposables 100 ans plus tard et dans ce cas, quelles auraient été les revendications des travailleurs. Les projets que le Carhop mène aujourd'hui consistent à partir de la réalité des travailleurs pour qu'ils puissent se réapproprier leur histoire, au titre de témoins et d'acteurs. Je parle de réappropriation parce que cette histoire est souvent confisquée. A l'échelle

d'une usine par exemple, c'est le plus souvent « l'histoire officielle » qui domine. Produite avec des archives économiques, elle retrace la destinée de l'entreprise. Notre travail consiste à retisser le fil sur base de la réalité des travailleurs et de ce qu'ils ont vécu. Cette réappropriation peut d'ailleurs avoir une portée plus large. C'est notamment le cas lors d'une faillite. Le travail de récolte et de diffusion des témoignages sert à établir le rapport entre la tragédie personnelle vécue par chacun des travailleurs et la logique économique qui est à l'œuvre. Il y a là un lien qui se fait entre un niveau individuel et un niveau plus sociétal, plus macro.

15

Pour éclairer les luttes et les acquis

Nos missions sont à cet égard très articulées puisque nous réalisons d'une part un travail de récolte de la mémoire. Principalement, une mémoire qui se dit parce que l'histoire des travailleurs repose sur assez peu d'écrits. Avec en corollaire, la réalisation d'un travail de conservation et de valorisation de ce qui est un patrimoine culturel à part entière. D'autre part, sur base de cette trame historique, nous réalisons un travail de compréhension des trajectoires sociétales actuelles. D'un côté, nous sensibilisons les travailleurs et les militants à conserver des traces. Ce sont autant de jalons qui permettront de suivre l'histoire sociale de leur usine ou les luttes dans lesquelles ils se sont impliqués. De l'autre, nous utilisons ce matériel pour travailler à la réappropriation de cette histoire-là et faire en quelque sorte le travail inverse c'est-à-dire tirer le fil chronologique qui éclaire le chemin parcouru grâce aux luttes sociales et les acquis engrangés par le mouvement ouvrier ; conquêtes qui sont aujourd'hui à défendre.

Royal Boch

Un exemple particulièrement illustrant est celui que nous avons mené trois années durant (de 2010 à 2012)



à la faïencerie Boch à La Louvière. Au départ, le projet se lance suite à la demande de l'asbl Kéramis. Un musée, le « Centre de la céramique » s'installait à La Louvière. Il mettait principalement l'accent sur les aspects artistiques de la faïencerie et son administrateur délégué souhaitait y ajouter une dimension d'histoire sociale. Dans cette perspective, nous avons commencé une récolte de témoignages sur ce qui relevait du savoir-faire des ouvriers et ouvrières. Nous nous sommes trouvés à une période charnière puisque la faillite définitive date de 2011². Par la force des choses, nous avons récolté aussi le sentiment des travailleurs face à cette situation. La parole est venue toute seule. En contexte de faillite, ces travailleurs avaient beaucoup de choses à dire y compris sur la sociabilité et sur la culture ouvrière au sein de la faïencerie. On a aussi eu des paroles dures de l'ordre de « vous nous mettez dans un musée ». L'idée était de produire un beau livre qui fasse la part belle aux témoignages de ces gens, à la parole des témoins et qui mette en valeur, en tant que patrimoine immatériel, l'histoire sociale de Boch dans tous ses aspects. Aujourd'hui, on est à la fin du projet et on a des pistes d'édition. A ce stade, l'évaluation n'est pas encore été réalisée mais on peut déjà dire que cette expérience est représentative à plus d'un titre.

16

Notamment par la réflexion que cela a suscité sur nos démarches d'Education permanente

Une forte portée symbolique

D'abord, typiquement, on se trouve ici face à la production d'un autre récit, issus de témoins de première ligne, à savoir les personnes qui y ont travaillé et ont vu l'outil progressivement leur être enlevé. La réappropriation était d'autant plus nécessaire que l'entreprise avait volontairement, au gré des faillites et des directions successives, jeté ses archives. Les seules traces écrites qui restaient étaient celles que les travailleurs eux-mêmes avaient conservées.

De réappropriation, il s'agissait aussi dans la mesure où la construction du récit permettait aux témoins d'exprimer comment ils vivaient ces événements tragiques à la fois de manière individuelle mais aussi de manière collective. Dans le cas de Boch, le choc était d'autant plus douloureux que la faïencerie bénéficiait d'une représentation symbolique très forte, au niveau de la ville et de la Belgique mais aussi au niveau international. Le savoir-faire, la renommée, la noblesse du travail de la terre et de la céramique, tout cela y participait. La faïencerie Boch était porteuse d'un patrimoine largement intégré par ses travailleurs. Il y avait une fierté à travailler chez Boch. Une dimension symbolique très forte, renforcée par les politiques patronales qui avaient contribué à

forger l'idée que l'entreprise ne pouvait pas disparaître. Les logiques paternalistes propres au 19^{ème} siècle (avec la mise en place de toute une sociabilité autour de la création d'écoles de cités ouvrières, de chorales, de fanfares) avaient produit les mêmes effets. Les dirigeants avaient réussi au cours de son développement à faire adhérer les travailleurs à la logique de l'entreprise y compris quand il s'est agi d'introduire une dimension industrielle avec la mécanisation.

Ces témoignages s'assimilaient effectivement à un autre récit et constituaient un patrimoine immatériel important mais - et c'est là que l'historien intervient - qu'il fallait aussi le considérer à la lumière d'une logique industrielle qui s'étale sur plus d'un siècle (1841 – 2012).

Un récit pluriel

Cette forte affiliation des travailleurs à l'entreprise nous a amenés à construire un récit pluriel. Parce que récolter la mémoire de travailleurs en réelle situation de deuil impliquait beaucoup de nuance et de délicatesse. Nous ne pouvions, ni ne voulions contredire leur récit. D'autant plus que cela tient aussi à la nature du propos. Quand il s'agit de mémoire et de surcroît de mémoire collective, on produit un récit avec des souvenirs. *On parle de l'époque où on a commencé à travailler, on avait 14 ans et même si c'était difficile ; si le travail s'apparentait parfois à du travail à la chaîne ; si les luttes étaient dures et les conditions de travail pénibles ; tout cela dans les témoignages était balayé d'un revers. C'était difficile mais on était jeune et on avait un savoir-faire, c'était de l'artisanat.* Nous voulions faire la part belle aux témoins et entendre ce qu'ils disaient. Nous voulions aussi décrire les conditions dans lesquelles les gens devaient travailler avec une infrastructure qui n'avait pas été modernisée. A certains moments, cela nous a mis un peu en porte-à-faux entre cette mémoire collective et l'analyse critique qu'on voulait en proposer ; entre décrire quelque chose qui ressemble à un âge d'or et qui s'assimile pour ses témoins à de



l'artisanat, et décrire le processus d'organisation et de division du travail qui était à l'œuvre depuis le 19^{ème}. C'est la tension avec laquelle nous avons dû jouer. Voilà ce qui nous a amené à proposer un récit pluriel. C'est-à-dire que ces témoignages s'assimilaient effectivement à un autre récit et constituait un patrimoine immatériel important mais - et c'est là que l'historien intervient - qu'il fallait aussi le considérer à la lumière d'une logique industrielle qui s'étale sur plus d'un siècle (1841 – 2012). A partir de là, il devenait possible de relier les deux et d'éclairer d'une part l'évolution de l'entreprise sur base de logiques industrielles et sociales claires et d'autre part de monter les répercussions de ces logiques sur le monde ouvrier et sur les individus qui le constituent.

L'histoire à rebours

Pour aborder la question des enseignements que l'histoire nous permet de tirer, le plus simple est encore de partir de mon expérience concrète de formatrice et du trajet que je fais avec les personnes qui sont devant moi. Sur base de texte de la fin du 19^{ème} siècle, c'est-à-dire à un moment où l'ouvrier n'a en gros aucun droit, je leur demande de se projeter dans le monde du travail de l'époque et de mesurer ce qui nous en sépare. D'abord, le premier constat que je fais, c'est que la connexion entre mouvement ouvrier, monde du travail et monde de la culture ne va pas forcément de soi. Le passage par l'histoire précisément permet de reprendre conscience d'avancées qui sont aujourd'hui tellement intégrées qu'on perd de vue qu'à une époque pas si lointaine, elles n'existaient pas. Je parle ici des grandes conquêtes du mouvement ouvrier (l'assurance, la durée du temps de travail, les congés payés). Ce cheminement permet aussi d'aborder des notions qui ont énormément évolué. La classe ouvrière aujourd'hui n'est plus forcément la même. Le rapport au travail, sa flexibilité, sa raréfaction ; tout cela a beaucoup bougé.

Droits politiques et droits culturels

De la même manière, la référence à l'histoire sociale et au mouvement ouvrier fait apparaître de manière éclairante les liens intrinsèques entre la démocratie culturelle et la démocratie politique et sociale. Sans droits culturels, le suffrage universel est inapplicable. Ce combat pour les droits culturels est présent dès le début du mouvement ouvrier. Sans doute pas formulé de cette manière, mais tout de même, l'instruction obligatoire et à la suite la formation des adultes, sont les premières mesures concrètes réclamées. Pour nous, les acteurs de l'éducation permanente, il est essentiel de nourrir et de rappeler sans cesse cette connexion entre droits culturels et droits politiques parce qu'elle est à la charnière avec d'autres luttes et particulièrement celle du temps de travail, de sa réduction (le temps de loisir, le temps de formation et le temps destiné à s'émanciper) et celles des politiques à l'emploi. Toutes ces raisons me font dire que la dimension culturelle, loin d'être subsidiaire, est au centre de ce que l'on vit aujourd'hui. A ce titre, dans le rapport de force



auquel nous devons faire face aujourd'hui, c'est un combat qui doit être au cœur de nos actions.

Une brèche ouverte

Au début de cet entretien, j'ai évoqué 1886³ et la vague de révolte sociale qui a secoué la Belgique à l'époque. Des émeutes ont eu lieu. Elles ont été durement réprimées, il y a eu des emprisonnements et des morts. Pourtant, à un moment, le gouvernement, ne fut-ce que dans un but de contrôle social, a dû prendre en compte ce que ces émeutes exprimaient. Cela a donné lieu à la première enquête sur les conditions d'existence et de travail de la classe ouvrière. La procédure d'enquête n'a certes pas été optimale, parfois même des rapports ont précédé le prélèvement des témoignages. Pourtant, des gens sont venus y porter leur parole parfois au risque de perdre leur travail. Il n'empêche que cette enquête a débouché, sans perdre la logique de l'état libéral, sur une première vague de réforme. Cela marquait le début de la question sociale. Une brèche était ouverte.



17

1. Le Centre d'Animation et de Recherche en Histoire Ouvrière et Populaire (Carhop) a été créé en 1977. Il est constitué en asbl en 1980. Son objet est de recueillir la mémoire ouvrière, la sauvegarder et la faire connaître. Il est reconnu comme centre d'archives privées et comme service d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

2. D'autres initiatives ont participé à relater l'histoire de cette débâcle : - Le livre « Usine Occupée », avec des photographies de Véronique Vercheval et des textes de Daniel Adam, Edition L'Image & L'Écrit, PAC, Maritime, 2009

- la pièce « Royal Boch, la dernière défaillance », voir les informations sur http://www.lacompaniemaritime.be/index.php?option=com_content&view=article&id=40&Itemid=17

- le court métrage de Joël Splingard : « Des faïences sur les planches », de Joël Splingard <https://www.youtube.com/watch?v=le8w7xtSACw>

3. En 1907, un monument est érigé dans le cimetière de Roux en mémoire des victimes. A cette occasion, Jules Destrée prononce : « La classe ouvrière doit à ces gens de 1886 une reconnaissance profonde. Il a fallu la secousse de ces jours pour faire sortir nos gouvernements de leur béate torpeur, pour leur faire confesser et reconnaître le bien-fondé des doléances populaires. Mais les martyrs de 1886 ont rendu à la classe ouvrière un service plus précieux encore. Ils l'ont secouée, elle aussi, réveillée de sa passivité et de son inertie. Ils l'ont fait réfléchir à sa détresse et à sa puissance ».

LE RÉCIT

PAR

LE TÉMOIGNAGE



par Claire FREDERIC

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

*Tant que les lions n'auront pas leurs conteurs,
les récits de chasse seront toujours faits
à l'avantage des chasseurs.*
(proverbe africain)

Depuis une quinzaine d'années, nous partons à la recherche de ce que serait le métier de formateur en Éducation populaire au XXI^{ème} siècle¹.

18

Nous interrogeons des formateurs travaillant dans des secteurs différents, l'éducation permanente, l'aide à la jeunesse, l'insertion professionnelle, les arts plastiques, la littérature, les nouvelles technologies... Ils racontent leurs parcours, partagent leurs doutes, leurs convictions, leurs observations. Nous tentons de repérer en quoi ce métier se distingue des autres métiers de formateurs pour adultes ? A quoi forment-ils ? A l'exercice d'un métier ? A l'action politique ? Comment s'y prennent-ils ? Qu'observent-ils ? Pourquoi s'engagent-ils dans la formation pour adultes ? Quels sont leurs enjeux personnels ? De quels enjeux collectifs sont-ils porteurs ?

A quoi ça sert ?

Une volonté de rendre visibles et lisibles ces pratiques. Faire exister l'Éducation populaire. Elle existe et nous en faisons partie. Mais, l'affirmer ne suffit pas.

Pourquoi l'affirmer ne suffit-il pas ?

Faisons un petit détour par l'analyse avec Pierre Bourdieu, sociologue français.

Il nous propose d'observer une société en nous intéressant aux activités sociales et professionnelles qui ont conduit à la constitution de ce qu'il appelle des champs. Ces champs se sont spécialisés dans l'accomplissement d'une activité sociale donnée, le champ médical, éducatif, artistique...

Il nous apprend que pour qu'un champ existe, il doit s'organiser autour d'un enjeu légitime, le soin, le savoir, l'œuvre... ; d'une figure professionnelle emblématique, le médecin,

l'enseignant, l'artiste... ; de pratiques professionnelles et d'un langage spécifiques. Derrière cette figure professionnelle emblématique, on voit apparaître une série de professionnels différents. Dans le champ médical, on retrouve le médecin, l'infirmier, la secrétaire médicale... ; dans le champ artistique, l'artiste, le critique d'art, la commissaire d'exposition...

Vincent de Coorebyter, à qui nous faisons souvent référence, nous dit que le champ socioculturel existe. Son enjeu est la citoyenneté². La figure professionnelle est l'animateur socioculturel, avec ses pratiques et son langage, certains diront son jargon. Derrière cette figure emblématique, il existe des animateurs, des formateurs, des artistes-animateurs...

Mais, nous dit Pierre Bourdieu, pour qu'un champ existe, il doit être reconnu par ceux qui l'occupent et par ceux qui en sont extérieurs ; le plombier, le pharmacien, nos vieux parents, nos enfants, ...avec qui nous parlons de notre boulot. Parfois apparentés à un loisir pour les animateurs ou au métier d'enseignant pour les formateurs, ces métiers ne sont pas reconnus comme tels par le public, en tout cas pas de manière spontanée.

Comment nous nous y sommes pris ?

Nous avons fait le pari que ces métiers du socioculturel, et plus particulièrement celui de formateur, pour parvenir à une reconnaissance collective, doivent accumuler des descriptions voire des fictions, qui créent au sein de la collectivité les imaginaires qui leur sont liés.

C'est ainsi que depuis plus de dix ans, Florence Darville récolte des histoires de métiers brutes de décoffrage. Nous avons ainsi accumulé une cinquantaine de parcours.

Nous avons ensuite voulu aller un pas plus loin en imaginant le personnage de Suzanne³. Au départ de ces parcours de formateurs, d'une étude du CESEP sur l'Éducation permanente et ses enjeux⁴ et d'un travail



d'équipe sur ce que serait la formation en Education permanente⁵, Maud Verjus a recensé une série d'éléments qui définissent théoriquement ce métier à la recherche d'un éventuel idéal type du formateur en Education permanente quel que soit l'endroit où il travaille.

Nous avons dégagé quelques traits grossiers. Ensuite, le challenge, en collaboration avec Luc Jaminet, était d'utiliser les codes de l'écriture théâtrale pour donner vie à Suzanne, une formatrice fictive en Education permanente... et lui refiler la patate chaude !!!

La patate chaude ?

D'une part, nous voulions faire connaître ce métier de formateur, qui au quotidien, se débrouille pour former des professionnels, éducateurs, assistants sociaux, animateurs socioculturels, responsables de services publics, militants... et plus largement des adultes dans l'aménagement de chemins d'accès au politique. Des hommes et des femmes qui osent parler d'un partage équitable du savoir et du pouvoir. Des hommes et des femmes qui osent permettre à d'autres hommes et femmes de s'émanciper individuellement et collectivement.

D'autre part, l'histoire de l'Education populaire du XIX et du XXème siècle est faite d'utopies, de luttes, de résistances d'hommes et de femmes, d'ouvriers, d'intellectuels, de mandataires politiques qui se sont intéressés à d'autres hommes et femmes marginalisés politiquement et socialement. Ils ont bâti une société fondée sur un accès par tous à l'exercice des droits économiques, sociaux, politiques et culturels. Face aux enjeux d'aujourd'hui, que peut l'Education populaire ? Que peut le formateur ?

Enfin, raconter des histoires de métier ne suffit pas. Il manque une dimension mythique, un récit fondateur qui conditionne nos représentations et nous fait voir le monde autrement qu'au travers du récit particulier du néolibéralisme car *l'humain est un animal songeur*.

*De ses premiers balbutiements à son dernier souffle, il possède une prodigieuse capacité à rêver le monde. Tout, chez lui, en lui, se transforme en images mentales : les idées, les émotions, les lieux, le désir, la morale, les souvenirs, les projets (...). L'imaginaire n'est donc pas le refuge de chimères que l'on a si longtemps cru, et qui tiendrait les rêveurs à l'écart des réalités. Une révolution conceptuelle est en train de balayer les anciennes dichotomies philosophiques : imagination contre raison, imaginaire contre réel, virtuel contre actuel. Avec elle émerge une nouvelle conception de l'imaginaire, désormais perçu comme une dynamique par laquelle un sujet entre en contact avec le monde, y œuvre et s'y construit.*⁶

Comment fabriquer un récit fondateur ?

Lors d'une journée d'étude organisée par la SAW-B7, cette dernière a suggéré comme première étape de dépasser les histoires particulières pour trouver ce qui serait fondateur d'un autre modèle de société. Lors de cette journée, nous avons retrouvé Gregory Pascon, rédacteur en chef de C4 et co-auteur de « Choming out », Jean Delval, animateur au Théâtre des Rues et des Éditions du Cerisier et Jean-Charles Massera, écrivain et artiste. Tous trois tenteront de répondre à comment faire récit ?

Dépasser les histoires particulières

Gregory Pascon partira de la mutation du travail et l'installation d'un chômage de masse parlant de l'âge d'or du chômage et de la nécessité de se débarrasser de la honte d'être chômeur. Il propose de retourner ce stigmate en cessant de s'en remettre au récit qui nous excède tous et de reprendre en main la narration de ce quotidien qui fera l'histoire sociale de demain. Passer du récit en Je au récit en On, pronom indéterminé qui renvoie à un ou des récits collectifs.

19

Ils ont bâti une société fondée sur un accès par tous à l'exercice des droits économiques, sociaux, politiques et culturels. Face aux enjeux d'aujourd'hui, que peut l'Education populaire ? Que peut le formateur ?

Remarquons ici que cette proposition de récit en On expliquerait peut-être aujourd'hui cette histoire sociale conjointe à laquelle nous assistons, une histoire sociale plurielle faite de mouvements, de récits mais pas encore d'un Nous suffisamment puissant pour opposer une force de résistance au modèle néolibéral.

Jean Delval insistera sur un travail d'écriture inscrit dans le réel pour imaginer le changement. Il citera *Rue des italiens* de Girolamo Santocono comme un des livres qui racontent des histoires, mais pas n'importe lesquelles. Des personnages ancrés dans le



20

*réel, mais qui nous entraînent loin dans l'imaginaire. Des auteurs, non pas réfugiés dans leur tour d'ivoire mais qui affrontent la société, questionnent l'état du monde. Des livres qui nous parlent parce qu'ils nous parlent de nous.*⁸

Jean-Charles Massera s'arrêtera sur l'importance de l'inconscient collectif, concept inventé par Carl Gustave Jung, s'attachant à désigner les fonctionnements humains liés à l'imaginaire, communs ou partagés, quels que soient les époques et les lieux, qui influencent et conditionnent les représentations individuelles et collectives.⁹

Quel lien avec le formateur ? Quel lien avec les histoires de métier de formateur ?

Ces formateurs que nous rencontrons concourent comme d'autres à bâtir un autre possible. Ils s'attachent à désigner les fonctionnements sociétaux liés à un imaginaire qui voue une partie des humains à la mort sociale et réelle. Ils assistent parfois impuissants et tentent de reprendre en main la narration d'un autre quotidien.

Mais raconter des histoires de métier ne suffit pas nous l'avons dit. Il manque une dimension mythique, un récit fondateur qui conditionne nos représentations et nous fait voir le monde autrement.

Au terme de cette réflexion, deux pistes sont possibles, continuer à raconter des histoires inscrites dans le réel et tenter d'opérer une politique de révolution du Je en passant de l'histoire particulière d'un professionnel à des histoires de métiers collectives et /ou inviter Suzanne à rencontrer d'autres personnages dans des fictions qui nous permettent de lire le social.

Avec précaution cependant car comme d'autres l'ont déjà dit gare aux fictions collectives, familiales, culturelles, religieuses, institutionnelles, sociales, économiques, politiques et médiatiques qui saturent le réel.



1. Parcours de formateur par Florence Darville. Par ailleurs, ce travail de prospection se couple aux descriptions de formation dont nous témoignons au travers de témoignages dans ce journal.
2. Une déclinaison de ce concept est envisagé dans l'article Vous avez dit participation de Julien et Myriam Vander Brempt p.5
3. « Queue de poisson ou eau de boudin ? Vous reprendrez bien un peu de pâté en croûte ! » - Luc Jaminet et Maud Verjus in Secouez-vous les idées n°100 – déc 204-février 2015 - p16-18
4. « Education permanente : ses enjeux actuels et à venir » - Christine Delhaye et Chantal Dricot - 2012
5. « L'éducation permanente selon le CESEP » - Jean-Luc Manise et l'équipe de formateurs en éducation permanente – in Secouez-vous les idées n°100 – déc 2014-février 2015 - p.3-5
6. Les pouvoirs de l'imaginaire – dossier coordonné par Héloïse Lherété – p 33 – sciences humaines n°273 – p.33-59 - août-septembre 2015
7. « Quels récits pour quels mouvements ? Pourquoi et comment faire récit/faire mouvement » SAW-B et Inter-mondes – Bruxelles - 3 avril 2015
8. Éditions du Cerisier – Catalogue Faits et Geste - <http://www.editions-du-cerisier.be/>
9. https://fr.wikipedia.org/wiki/Inconscient_collectif

DES LECTURES DU SOCIAL



par Claire FREDERIC

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Certains romans, contes, films, BD, chansons et histoires en tout genre nous captivent parce qu'elles peuvent nous aider à lire et comprendre le social, ses mécanismes d'exclusion, ses parts d'inavouable mais aussi et surtout ses pans d'explorations et d'utopies dans lesquels nous pouvons nous projeter, rêver, construire. Toutes ces histoires ne sont pas nécessairement bienveillantes. Certaines sont comme une *hache pour casser la mer gelée* en nous disait Franz Kafka.

Dans la suite de ce dossier articulations, nous vous proposons de récolter des histoires en mots et en images, entre réalité et fiction qui nous aident à lire et comprendre le social d'aujourd'hui, à découvrir les mythes, les utopies et les uchronies de ce XXIème siècle¹ qui fondent la vie en société.

France Verrier, libraire à Saint-Gilles depuis dix ans France Verrier nous avait parlé dans un précédent numéro de **Jonhson m'a tué, le journal de bord d'une usine en lutte** de Louis Theillier. *Une bande dessinée qui informe, et raconte une fermeture cynique comme tant d'autres. Les pouvoirs publics sont inféodés aux intérêts des multinationales. Les fondamentaux démocratiques ne sont plus respectés. Nous sommes aujourd'hui dans une démocratie de façade et cette bande dessinée est un acte de résistance !*

Cette histoire est emblématique. L'histoire de la fermeture d'une usine rentable qui a bénéficié d'aides européennes et qui est délocalisée là où les ouvriers coûtent moins cher profitant d'un marché du travail européen non régularisé.

Ce récit me fait penser à **Royal Boch, la dernière défaïence** présentée par Daniel Adam de la compagnie Maritime lors de la reprise du spectacle à Keramis en mars 2015. *Des usines qui ferment et des ouvriers flanqués au chômage, il y en a partout. Mais voilà, Royal Boch c'est à La Louvière, au cœur de la ville, c'est là que nous sommes en résidence depuis plusieurs années, et ce sont des gens qui fabriquent chaque pièce de leur main, depuis cent soixante-huit ans. Ce sont des artisans, comme nous. Et nous fabriquons des pièces, comme eux.*

Milady Renoir, coordirectrice du réseau Kalame², partenaire de longue date.

Elle fouille dans sa mémoire et pense à plusieurs auteurs et performeuses mais je retiendrai Patrick Declerck : *Il est à la fois psychanalyste, philosophe, sociologue, ethnologue... Il a travaillé dans la rue, dans les gares, dans les centres d'ac-*

*cueil, au samu social. Il a écrit **Les naufragés** rendant compte de la grande marginalisation. Il parle de ceux qui vont plonger, de ceux qui sont aliénés par l'idéologie dominante. Mais il en parle aussi en envisageant tous les métiers concernés, les médecins, les élus, les travailleurs sociaux... Il a aussi écrit une version littéraire **Le Sang nouveau est arrivé** dont je découvrirai, en parcourant la toile, que Patrick Declerck le considère lui-même comme un pamphlet voué à dénoncer la cécité totale de la société, son sadisme vis-à-vis des personnes sans-abri.*

Les enfants du CEC *La tête en l'air*, à leur manière, nous emmènent dans leur imaginaire à la recherche des **usines du bonheur** inspirées du travail de Benoi LACROIX. Nous y découvrons en images ce que veut dire pour eux le travail, les métiers, les outils et les machines.

21



Et vous avez-vous des histoires à partager...



1. Utopie : terme créé par Thomas More XVIème siècle qui veut dire littéralement non-lieu.

Uchronie : terme inventé par Charles Renouvier pour parler de non-temps. Une uchronie permet d'imaginer que le passé eut pu être différent in Uchronie, imagination et histoire – Jean-Paul Demoule – p78-79 – sciences humaines n°273 – août-septembre 2015

2. reseau-kalame.be

L'écrit permet de réfléchir plus fort !

Pour ce numéro, nous avons rencontré **Philippe BERTRAND**, Formateur polyvalent, enseignant-chargé de cours et animateur d'atelier d'écriture.

par **Florence DARVILLE**

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

FD : Quel est votre parcours professionnel ?

PB : Au départ, je suis un produit académique de l'enseignement de la Communauté française !

22 J'ai eu l'opportunité de faire des études diversifiées tout en effectuant des jobs étudiants en tous genres. J'ai fait mes humanités en option sciences humaines. Ensuite, j'ai passé un an aux Etats-Unis. A mon retour, j'ai fait quatre ans de communication appliquée orientation journalisme, à l'HECS¹. J'ai enchaîné avec deux ans de sciences politiques à l'ULB. A cela j'ai ajouté l'agrégation pour devenir enseignant dans le secondaire puis, plus récemment, le CAPAES, le certificat pour le supérieur.

Après avoir travaillé un an à la FGTB, je suis devenu enseignant en promotion sociale. J'ai également été prof de morale en secondaire mais je préfère travailler avec les adultes. L'enseignement pour adultes n'est pas obligatoire, la question liée à la motivation ne se pose pas de la même manière, même s'il y a parfois des gens contraints de suivre une formation par l'ONEM sous menace de perdre leurs droits. En 30 ans, le métier de chargé de cours en promotion sociale a fort changé. Les formations sont devenues très modulaires et cela a un impact sur mon travail. Toutes les semaines sont différentes. Une autre grande différence est que les instituts de promotion sociale travaillent davantage en convention avec d'autres opérateurs, ce qui m'a fait rencontrer beaucoup de monde et travailler notamment avec un CPAS.

Tout en exerçant, j'ai suivi pas mal de formations orientées sur la pédagogie, la dynamique de groupe, l'andragogie², ...

Au fil des rencontres et par motivation personnelle, j'ai suivi plusieurs ateliers d'écriture dont un cycle long de qua-

tre ans dans les années nonante avec Karyne Wattiaux et des auteurs comme Nicolas Ancion, Philippe Blasband, Laurence Vielle ou Eugène Savitzkaya. Après un certain nombre d'ateliers et une approche de l'animation de projets d'écriture coopérative, je me suis senti prêt à en animer moi-même, ce que je fais depuis quinze ans.

FD : Quelles sont les formations que vous donnez, et quels sont vos publics ?

PB : Mon public est donc clairement adulte. Il y a deux fils rouges dans les formations que je donne : d'une part les sciences politiques et d'autre part tout ce qui relève de la communication au sens large.

J'interviens dans des formations d'aides-soignants et d'éducateurs à l'IPFS³ à Namur et à l'École Industrielle et Commerciale d'Auvelais. Dans les deux cas, je donne un module de communication. Il s'agit de personnes qui se forment pendant deux ou trois ans et qui dans ce secteur trouvent du travail. J'y donne également des cours d'introduction au droit et au droit du travail.

A côté de cela, je donne aussi un cours dont je suis très fier, intitulé : "Pratique de l'écrit en éducation spécialisée", dans le cadre d'un baccalauréat d'éducateurs spécialisés. La vocation de ce séminaire est d'améliorer les compétences d'écriture professionnelle, de prendre du recul par rapport aux consignes, de réfléchir sur la place que l'on peut prendre dans son institution grâce à l'écrit. Je donne également un cours de sciences politiques. Il sert à s'ouvrir au contexte politique dans lequel l'éducateur travaille et d'y situer les différents secteurs dont il dépend : l'aide à la jeunesse, l'accompagnement de la personne handicapée, ... Je mets aussi l'accent sur les

clés d'accès qui sont disponibles au citoyen pour intervenir dans les prises de décision politique.

Par ailleurs, j'anime des ateliers d'écriture hors du contexte scolaire. Je viens de terminer un projet qui me tient à cœur : « Toute ressemblance avec des personnes existantes... ». Une aventure originale qui a invité autour d'une table les usagers des bibliothèques de Sambreville, du CPAS et les résidents de la maison de repos « La Sérénité » à partager l'écriture. C'est le fruit d'une collaboration avec le service d'Insertion socioprofessionnelle du CPAS de Sambreville. Il s'agissait d'entrer en co-écriture avec les résidents et notamment des personnes désorientées. Tout ce travail a abouti à un recueil de textes. Le but était d'arriver à entraîner la personne à dire ce qu'elle veut écrire en fonction des propositions d'écriture données. Cela a demandé aussi beaucoup de réflexion et de travail dans un premier temps avec les personnes à la bibliothèque de Tamines, avant les séances d'atelier au sein de la maison de repos.

Parmi les anecdotes qui me restent de cette expérience : quand nous nous sommes mis à la recherche d'un financement pour pouvoir continuer le projet, tout le groupe s'est mobilisé. Il a rédigé une pétition demandant sa poursuite... donc le projet continue. On met en place un autre atelier toujours en groupe mixte, qui amènera les résidents à sortir de la maison de repos pour aller écrire sur les lieux du récit.

FD : Dans la présentation de vos ateliers d'écriture, on peut lire « Écrire pour s'émanciper, écrire pour libérer et partager la parole, partager l'écriture, écrire pour rencontrer l'autre, les autres ». Y aurait-il une dimension politique à vos formations ?

PB : Oui et non ! Dans ma posture d'entraîneur à l'écriture, je suis clairement dans l'émancipation. Le projet dont je viens de vous parler en est un exemple : réveil des compétences, production singulière et autonome, mise en place de projets ... Écrire en groupe et partager ses écrits créent de l'émancipation.

J'envisage l'écriture comme outil d'éducation permanente, c'est à dire un outil pour réfléchir, pour prendre sa place. Par exemple, dans le cours avec les éducateurs, l'écriture aide à réfléchir ensemble à son action et sa propre place dans l'institution. Je les invite à se poser les questions suivantes : « Si je n'écris pas, que va-t-il se passer ? Par contre si j'écris, vais-je pouvoir élargir ma place dans l'institution ? ». Ce sont des questions qui découlent de la pratique de l'écrit professionnel. C'est donc bien politique car les gens s'affranchissent de certaines représentations et prennent ou reprennent en mains leur propre vie.

Mon travail d'animateur est de créer des dispositifs de formation pour atteindre des objectifs. Pour favoriser l'émancipation dans les formations en CPAS, j'utilise beaucoup les dispositifs d'écriture pour réfléchir et reprendre pied. L'écrit permet de réfléchir plus fort, de partager et de construire.

D'un autre côté, je devrais continuer d'explorer mon rôle politique en tant que citoyen. Je ne suis pas convaincu de la façon dont le français est enseigné en Communauté française. Or, l'accès à la maîtrise de la langue est un enjeu important. L'orthographe reste un critère de sélection. La langue s'appauvrit et je pense comme beaucoup que cet appauvrissement va entraîner une altération de la réflexion et de l'analyse.

Je sais quoi faire dans mon métier. Mais je n'agis pas directement sur les leviers de décision politique. Cette position me questionne : est-il possible d'aller plus loin, et comment ? Mon action se situe au niveau des personnes et c'est très important pour elles. Cela me motive énormément mais ça ne passe pas au niveau global.

FD : Vous vous présentez comme un entraîneur à l'écriture. Qu'est-ce qui vous distingue de l'animateur ou du formateur ? Pourquoi ce choix ? Quelles sont les différences de pratique ?

PB : C'est dans le sens d'un initiateur à l'acte d'écrire, et d'un facilitateur. Pour moi, il est très important que les gens recommencent à écrire presque sans s'en rendre compte. C'est donc un entraînement à l'écriture. Pratiquement, c'est proposer des dispositifs où l'on amorce l'écriture... sans le savoir, en rédigeant des listes par exemple. Faire écrire à partir d'une image ou en appliquant des procédés simples. Proposer d'écrire en feuilles tournantes sur le même principe que le cadavre exquis. Découvrir que l'écriture, c'est autre chose que ce qu'ont pu laisser pas mal de souvenirs d'école. C'est un moyen de partager, d'échanger, de s'amuser, d'apprendre, de construire. Ensuite, on peut aller plus loin sur le plan de la langue. Un écrivain c'est quelqu'un qui écrit comme le maçon maçonne, et donc passer à l'entraînement comme ce que ferait un sportif. Celui qui a suivi vingt séances en ateliers d'écriture sera évidemment plus à l'aise, plus aguerri.

FD : Comment installer la co-construction dans un groupe ?

PB : Via l'écriture partagée. J'ai eu la chance de participer à plusieurs ateliers de Michel et Odette Neumayer du GFEN⁴. Ils proposent un dispositif tout simple avec cette proposition d'écriture : « Comment ce groupe peut-il m'aider ? ». On écrit pendant cinq minutes et ensuite on fait un tour de table. C'est un dispositif qui fonctionne parce qu'il place d'emblée le groupe au centre de la production des savoirs.

Ce qui est important, c'est de pouvoir amener les participants

à s'interroger sur ce qui s'est passé, sur ce qu'ils ont fait au moment de l'acte d'écrire et ce qu'ils ont ressenti lors de l'écoute des textes des autres. Les participants peuvent aussi proposer des dispositifs à expérimenter...

FD : Quel est pour vous le rôle des ateliers d'écriture ?

PB : Je pense que l'écriture permet de réfléchir mais aussi de conceptualiser les choses. Nous avons une réflexion avec Kalame⁵. Peut-être serait-il intéressant de poursuivre, d'organiser des séances d'écriture collective pour clarifier des notions, pour se donner des balises plus théoriques. Nous devrions réfléchir à des questions telles que : l'engagement de l'animateur, les ressorts de la psychologie de l'écriture en groupe, l'inscription potentielle de l'atelier d'écriture comme outil pédagogique spécifique et sa reconnaissance dans l'enseignement officiel et chez les autres opérateurs de formation ainsi qu'à la diversité des pratiques et des courants en Belgique francophone. L'approche théorique de certains éléments de l'atelier d'écriture existe, cependant il faudrait la renforcer, il y a quelques ouvrages mais c'est embryonnaire. Je pense que l'écriture en groupe pourrait permettre de modéliser, de théoriser, pour clarifier ces notions, renforcer un discours commun, légitimer sa pratique et sa diversité. On puiserait dans la praxis, les pratiques pour pouvoir donner un cadre et plus de lisibilité aux actions.

24

FD : Qu'est ce qui vous plaît dans la formation ? Est-ce différent des ateliers ?

PB : J'ai l'impression de servir à quelque chose dans la vie en commun, d'être utile à la société. Grâce à mon activité professionnelle, j'ai quand même l'impression la plupart du temps de favoriser l'émancipation des personnes. Il y a aussi un peu de narcissisme. Le formateur est quand-même en quelque sorte sur une estrade devant un public. Ce qui est vraiment gratifiant, c'est d'avoir directement des retours positifs, par exemple quand quelqu'un vous remercie à la fin de la séance. Avec le projet du CPAS, on a ajouté de la vie, du mouvement, de l'ouverture dans la maison de repos, et voir tous les gens concernés de près ou de loin contents, ça procure un sentiment de satisfaction très net.

FD : Le mot de la fin ?

PB : J'ai eu la chance, grâce à ma formation assez diversifiée mêlant la politique à l'écriture et grâce à la

rencontre avec certaines personnes qui m'ont fait confiance d'acquérir des espaces de liberté. Cela me procure un certain niveau de confort dans mon boulot. Je travaille beaucoup mais j'ai énormément de liberté, ce qui me permet de faire des choses très intéressantes.

Dans quelques années, je quitterai probablement le contexte académique et je pourrai me consacrer davantage à des projets comme celui du CPAS, et être encore plus libre.



1. IHECS : Institut des Hautes Etudes des Communications Sociales
2. Andragogie : science et pratique de la formation des adultes
3. IPFS : Institut Provincial de Formation Sociale
4. GFEN : Groupe Français d'Éducation Nouvelle
5. Kalame : Réseau professionnel des animateurs d'ateliers d'écriture de la Fédération Wallonie-Bruxelles

La Traversée est une collection de romans à petit prix pour adultes. Leur particularité est d'être rédigés par des auteurs accompagnés dans leur écriture par des personnes en situation d'illettrisme.

Depuis plusieurs années, des apprenants et des formateurs de Lire et Écrire rejoints par des libraires et des bibliothécaires sont convaincus de la nécessité d'avoir des livres pour adultes accessibles par tous. Pour les adultes en situation d'illettrisme, seuls les livres pour enfants ou adolescents (bien souvent avec des images) étaient jusqu'alors à leur disposition.

Plusieurs tentatives ont été faites en Belgique francophone et au Québec. Sans succès.

En 2010, Lire et Écrire Luxembourg, des apprenants et des écrivains soutenus par des bibliothécaires et des libraires de la province du Luxembourg et la maison d'édition Weyrich créent cette première collection de romans pour adultes faisant une brèche dans le champ littéraire.

Aujourd'hui, il existe quinze romans. Trois nouveaux romans sortiront fin décembre 2015. Par ailleurs, La Traversée est présélectionnée pour le prix de l'innovation sociale 2015.

J'ai rencontré Altaf, apprenante à Lire et Écrire, Salomé, auteure et Amandine qui anime ce projet depuis 5 ans.

Ce qui m'intéressait était de voir en quoi cette expérience avait transformé les pratiques de lecture des uns, d'écritures des autres ? Être lecteur critique d'un manuscrit comment ça se passe ? Qu'est-ce qu'un auteur peut apprendre de sa propre pratique d'écriture ? Quelle place est laissée à ce genre littéraire sur les rayons d'une bibliothèque ou d'une librairie ? Quels seraient les défis à relever pour le futur ?

Altaf précise qu'elle n'a jamais été à l'école. Elle apprend à parler, lire et écrire en français. Elle va souvent à la bibliothèque. Elle y emprunte des livres pour enfants ou des livres « français facile »,

c'est écrit avec des mots simples. Elle me raconte comment s'est passée l'expérience. Muriel, notre formatrice, nous a proposé de rencontrer deux personnes ; Amandine de Lire et Écrire et Salomé.

Salomé est écrivain. Elle nous a proposé une histoire. Nous avons échangé nos idées. Nous n'étions pas toujours d'accord entre nous. Et puis, Salomé a écrit le texte. Elle nous l'a envoyé et nous l'avons critiqué. C'est bien de pouvoir échanger des idées même si nous sommes très différents.

Salomé a suggéré plusieurs sujets, un début d'histoire et différentes pistes pour la suite mais rien n'était décidé. Le manuscrit fera ensuite des allers et retours entre l'auteur et le groupe des apprenants accompagnés par la formatrice.

De cette expérience d'écriture, Salomé a eu beaucoup de plaisir à écrire comme ça. *Habituellement, j'écris avec des images et des jeux de mots. Cette fois-ci, je devais aller à l'essentiel par une écriture, brève, simple sans être simpliste et qui touche le lecteur. Le livre doit être lisible par les apprenants et agréable pour des lecteurs aguerris. Je me demandais ce que ces lecteurs penseraient de cette écriture. Ça demande beaucoup d'humilité. L'intention est que le lecteur puisse s'identifier aux personnages, qu'il soit touché par un thème, qu'il ait le bonheur de pouvoir lire et découvrir une histoire. Il s'agit de donner une place aux lecteurs par le choix de l'histoire et des personnages, par le changement de certaines scènes, par les choix des mots... et de sortir de notre ego d'écrivain. Le lecteur d'abord ; c'est de l'ordre de l'urgence dans un projet comme celui-là.*

Ce manuscrit a aussi été lu par des détenus. *Ils m'avaient demandé que je lise avec eux le manuscrit. Ils faisaient leurs retours en direct. J'ai été pressée par le temps et je n'ai donc pas pu terminer la lecture du texte. La formatrice allait prendre le relais la semaine suivante. Quatre apprenants sur six ont terminé la lecture seuls dans leur cellule entre deux séances de lecture. Silence. Lors d'une visite en prison, j'ai appris que les formateurs sur place pourraient ne plus y venir rajoute-t-elle. Lire, écrire, maîtriser une langue, c'est avoir des relations, c'est pouvoir être dans la société !*

D'ailleurs et d'autres parts

Amandine anime ce projet depuis cinq ans et s'il n'y avait qu'une raison à son engagement dans une telle aventure ce serait de défendre... Silence... redonner... Hésitation... permettre à tous de remettre un pied dans la société et d'y prendre place. *Se rapprocher du livre, de la lecture, être reconnu comme lecteur, c'est être reconnu comme porteur de Culture. C'est être quelqu'un !* Un roman, c'est une expérience où chacun, auteur, apprenant, formateur, bibliothécaire, libraire... *fait une traversée vers soi, vers l'autre, vers le livre, vers d'autres livres, vers la lecture, vers la littérature, vers la citoyenneté, vers la reconnaissance, vers le changement, la transformation, vers...*

Pour Amandine, aujourd'hui, il s'agit certes d'assurer la sécurité financière de cette collection, de mutualiser les savoirs, d'essayer l'expérience en France et au Québec mais aussi et surtout que les personnes en situation d'illettrisme puissent aller vers le livre, que ceux qui en ont envie puissent y avoir accès.

Une question est de savoir quelle place donner à ce genre littéraire particulier. Où ranger ces livres ? Parmi les romans pour adultes ? Aux côtés de livres « français facile » ?

Je demande à Altaf ce qu'elle pense du logo de Lire et Écrire apposé sur la tranche pour trouver le livre sur les rayons... *oui, oui, c'est une bonne idée, ça veut dire ça c'est facile à lire, c'est pour nous.* C'est un code. Un signe de reconnaissance.

Pour aller plus loin

<http://www.lire-et-ecrire.be/latraversee> : présentation du projet ; témoignages d'écrivains, apprenants et formateurs ; les premiers pas d'une collection ; personne de contact...

AGENDA

des formations

Acquisition et production d'outils et de contenus par les acteurs

Pour le CESEP, la formation est d'abord un espace de mobilisation des intelligences en lien avec les situations concrètes. Elle a pour but de donner aux participants des outils de compréhension et d'interprétation du monde, et intègre des démarches de transfert de ceux-ci dans la vie professionnelle. Elle a pour but, à terme, de permettre un passage à l'action pour un partage équitable du pouvoir. Que la visée soit l'acquisition de compétences techniques ou le développement de nouveaux comportements, les formateurs se basent avec souplesse sur les attentes des participants et tirent parti des richesses du groupe. Ils utilisent des méthodes actives, proposent des exercices réalistes et des applications réelles.

Toutes nos formations sont disponibles sur notre site www.cesep.be

Notre **catalogue formations 2015** est également téléchargeable sur notre site.

Approche systémique & pratiques de réseaux

Secrétariat :
Du lundi au jeudi,
Nicole BALLAS,
au **067/89.08.66**
aspr@cesep.be

Devenir intervenant systémicien

Programme

Cette formation propose de découvrir les fondements théoriques de l'approche systémique, ses principaux auteurs et les différents courants qui la traversent. Ouverte sur les différents contextes et les différentes disciplines auxquels s'applique l'approche systémique, elle s'appuie sur une méthodologie spécifique et novatrice.

Objectifs

- acquérir une connaissance des théories fondatrices de l'approche systémique
- porter une lecture originale et pertinente sur les différents systèmes au sein desquels vous agissez (familles, groupes, équipes, entreprises, organisations...) et y apporter des améliorations durables
- reconnaître et valoriser les qualités émergentes au sein de ces systèmes

- acquérir la maîtrise d'outils systémiques adaptés à différents types d'activités professionnelles (animation, formation, médiation, gestion, intervention...)
- dégager et éventuellement y favoriser les conditions du changement et l'anticiper
- intervenir dans ces systèmes avec pragmatisme et avec une pertinence accrue
- construire et articuler des pratiques de réseaux en intelligence collective (notamment dans l'apprentissage d'outils collaboratifs via Internet...)
- découvrir des expériences systémiques dans différents champs d'activités professionnelles pour s'en inspirer
- mieux rencontrer les incertitudes qui accompagnent la complexité croissante dans les systèmes au quotidien
- affiner et faire progresser la réflexion systémique dans votre organisation
- inscrire le développement humain au cœur de votre projet professionnel.

Méthodologie

Pour être en mesure de rencontrer au mieux la diversité des contextes professionnels et d'articuler la proposition pédagogique aux attentes des participants, nous avons imaginé une méthodologie originale qui s'inscrit dans une perspective constructiviste où les sujets et leurs actions sont au cœur de l'apprentissage... Cela signifie que la formation n'est pas figée dans un programme définitif. Celui-ci se construit sur les compétences et les expériences d'une équipe pédagogique transdisciplinaire et s'adapte à ce qui émerge du groupe en formation.

La proposition de formation intervient au moins à quatre niveaux :

- Niveau 1 : Les contenus théoriques, la découverte de l'approche systémique, les auteurs principaux, les grands courants...
- Niveau 2 : Les différents contextes d'application et les types d'interventions systémiques
- Niveau 3 : La pratique professionnelle et la découverte d'outils
- Niveau 4 : Le niveau de la concertation autour du processus de formation.

Public

Cette formation s'adresse prioritairement aux professionnels du secteur associatif et plus largement du secteur non-marchand.

Formateurs

Jacques Pluymaekers, Marc D'Hondt, Paul-Henri Content, Andrée Piecq, Axelle Devos, Nicola Foroni, Véronique Georis, Guy Koninckx.

Durée et dates :

42 journées réparties sur 2 ans à partir du lundi 4 janvier 2016
Heures : 9h30 à 16h30

Programme détaillé et horaires sur le site de la formation :
<http://www.aspr.be>

Lieu : CESEP - rue de Charleroi 47-1400 NIVELLES

Prix : 1200 €/pour l'année + le coût du résidentiel +/- 200€

Pour s'inscrire : envoyer votre CV au CESEP à l'attention de Marc D'Hondt ou par email : mdh@cesep.be

Congé-éducation pour les commissions paritaires 329-02, 319-02 et 320

Les vendredis de l'écrit

En partenariat avec le service
de la Culture de la province de Namur



Les écrits professionnels ont une importance stratégique quels que soient leur vocation et leurs destinataires. A l'extérieur, ils disent la pertinence de nos actions ; rendent lisibles et font connaître les pratiques associatives. En interne, ils construisent et éclairent les traces du projet de l'association ; ils assurent la fluidité des échanges ; ils jalonnent le travail et matérialisent ses étapes.

Nous interrogerons ensemble la spécificité de ces écrits. Pour quoi et pour qui écrire ? Quelles formes y donner ? Quelles sont les questions stratégiques, déontologiques et techniques que posent ces écrits au quotidien.

Au terme de ce parcours, vous ferez un premier pas dans l'écriture professionnelle et prendrez conscience de la force des écrits dans vos pratiques professionnelles.

Module 1.

« Communication institutionnelle »

Vous apprendrez à argumenter le projet de fond de votre organisation, sa cohérence, ses priorités et ses choix d'actions ainsi que le contexte global dans lequel il se développe. Vous apprendrez aussi à motiver vos demandes de subventions et rédiger des appels à projets.

Dates :

19-26 février et 4 mars 2016
de 9h30 à 16h30

Module 2.

« Communication organisationnelle »

Vous apprendrez à rédiger les écrits quotidiens mais également ceux qui structurent l'organisation du travail en équipe. Vous apprendrez à gérer ces écrits, à les co-écrire. Bref, à en faire un atout pour vos équipes.

Dates :

11 et 18 mars 2016
de 9h30 à 16h30

Module 3.

« Ecrire et communiquer avec ses publics »

Les écrits sont le support indispensable de valorisation des actions et des projets d'une organisation. Ils doivent être adaptés au niveau de la forme et du contenu en fonction des publics auxquels ils s'adressent et du genre dans lequel ils s'inscrivent

Dates :

20 et 27 mai 2016
de 9h30 à 16h30

Module 4.

« Communiquer avec la presse et sur les réseaux sociaux »

Comment gérer les relations avec la presse, rédiger un communiqué de presse et développer une stratégie de présence sur les réseaux sociaux.

Dates :

3, 10 et 17 juin 2016
de 9h30 à 16h30

Public : Cette formation s'adresse à tout travailleur du secteur non-marchand et plus particulièrement du secteur socioculturel.

Formateurs : Claire Frédéric, Dominique Godet, Jean-Luc Manise, Marjorie Paternostre, Cécile Paul, formatrices et formateur d'adultes au Cesep.

Informations :

Nathy VANDENBERK
067/890.869
nathy@cesep.be

Inscriptions :

Secteur Formation
081/776.774
formation.culture@province.namur.be

Lieu : Namur

Prix : 50 €/journée

Cette formation est organisée en collaboration avec la Province de Namur. Elle peut en outre faire l'objet d'une intervention du Fonds Social du secteur socio-culturel (APEF). L'aspect financier ne doit pas être un obstacle à la participation.

27

Piloter l'organisation consciente

Secrétariat :
Du lundi au jeudi,
Nicole BALLAS,
au **067/89.08.66**

Depuis quelques années, le monde du travail prend de plus en plus conscience de l'importance de ce que l'on appelle les risques psycho-sociaux. Le nombre de travailleurs qui se trouvent en souffrance morale et psychologique semble en augmentation. Coincés entre la plainte et le blâme, ils se vivent souvent comme impuissants à faire évoluer leur situation vers une amélioration. Dans la plupart des cas, leur difficulté n'est pas d'ordre matériel ou technique, mais c'est le facteur humain qui est en jeu : manque de respect, manipulation, hypocrisie, communication inefficace, conflits larvés, coordination déficiente, démotivation, cynisme, stagnation, etc. Souvent, les acteurs concernés n'ont pas clairement conscience de ce qui se joue pour eux et de ce qu'ils ont besoin d'apprendre et de pratiquer pour bien fonctionner ensemble. Le but de cette formation est de permettre aux participants de développer des attitudes personnelles et des compétences relationnelles favorisant le déploiement d'une coopération plus harmonieuse et plus épanouissante au sein de leurs communautés professionnelles respectives en y accroissant le niveau de conscience global.

Objectif

La formation vise à permettre aux participants de s'approprier 7 clés interdépendantes facilitant le « mieux travailler ensemble » dans leurs organisations. Les trois premières clés sont des attitudes personnelles, les trois suivantes des compétences relationnelles et la septième intègre personnel et relationnel tout en traversant les 6 autres comme condition sine qua non de leur mise en pratique :

- Première clé : la responsabilité totale.
- Deuxième clé : l'intégrité fondamentale.
- Troisième clé : l'humilité ontologique.
- Quatrième clé : la communication authentique.
- Cinquième clé : la négociation constructive.
- Sixième clé : la coordination efficace.
- Septième clé : la maîtrise émotionnelle.

Cette approche s'inspire entre autre du travail de Fred Kofman sur « L'entreprise consciente » qui est élargi au secteur non-marchand et enrichi d'autres ingrédients complémentaires.

Programme

Module 1 : « Piloter l'organisation consciente : introduction ».

Module 2 : « Piloter son pouvoir : responsabilité ».

Module 3 : « Piloter ses valeurs : intégrité ».

Module 4 : « Piloter son ego : humilité ».

Module 5 : « Piloter l'authenticité : communication ».

Module 6 : « Piloter le conflit : négociation ».

Module 7 : « Piloter l'engagement : coordination ».

Module 8 : « Piloter sa vulnérabilité : maîtrise émotionnelle ».

Module 9 : « Piloter l'organisation consciente : évaluation ».

Méthodologie

La pédagogie se veut active et participative. L'apprentissage se développe progressivement sur base d'exercices vécus et d'expériences partagées. L'appropriation des 7 clés demande en priorité le développement d'un savoir-être et nécessite l'implication personnelle des participants qui acceptent de se laisser transformer par le processus.

Public

Cette formation s'adresse aux directeurs, coordinateurs, cadres supérieurs ou intermédiaires, responsables d'équipes et à toutes les personnes impliquées dans la hiérarchie du secteur non-marchand et qui désirent faciliter le « mieux travailler ensemble » au sein de leur organisation.

Formateur

Paul-Henri CONTENT, licencié en psychologie sociale, psychothérapeute, formateur d'adultes et superviseur au CESEP.

9 modules de 2 heures
(108 heures au total soit 18 journées de 6 heures).

Déroulement sur 9 mois : 2 journées de formation par mois soit en W-E soit en alternance une semaine sur deux.

Minimum 8, maximum 12 participants.

A partir d'avril 2016
Région Liégeoise
900 €

Pour des réunions sereines et efficaces

Renseignements et inscriptions :
Catherine LÉONARD
067/89.08.65
catherine@cesepe.be

Dates :
18, 19, 29 février et 1er mars 2016

Lieu : Charleroi

Prix : 210 €

Formatrice : Nathalie Damman,
formatrice d'adultes

La capacité à conduire des réunions favorise la construction des projets et l'efficacité de nos réalisations collectives. Elle est basée, entre autres, sur l'attention aux membres du groupe, sur la gestion de la communication, sur la gestion des productions et sur l'aptitude à proposer des processus qui encouragent la participation et l'adhésion à des objectifs communs. Pour développer des compétences d'animateur de réunion, il est nécessaire de distinguer les types de réunions et d'en connaître les différentes phases, mais surtout, de s'exercer, de mettre en pratique des moments de réunion et de pouvoir en analyser le déroulement et les composants.

Objectifs

- Distinguer les différents types de réunion
- Repérer les différentes fonctions de l'animateur de réunion
- Préparer efficacement une réunion
- Maîtriser les phases et le déroulement d'une réunion
- Développer des processus qui favorisent la coopération en réunion.

Programme

- Les fonctions de l'animateur de réunion
- Explication des outils de base pour la conduite de réunion : l'écoute, la reformulation, la distinction entre faits et opinions, le questionnement exploratoire
- Distinction des actes de parole coopératifs vs compétitifs et narcissiques
- Le cadrage des réunions : exercice pratique
- Jeux de rôle.

Public

Tout travailleur du secteur associatif et non-marchand

Créations graphiques avec Photoshop et InDesign

Renseignements et inscriptions :
Catherine LÉONARD
067/89.08.65
catherine@cesepe.be

Dates : 1, 3, 8, 10, 15 mars 2016

Lieu : Genappe

Prix : 350 €

Formatrice : Audrey François,
graphiste indépendante et formatrice en communication graphique depuis 15 ans

Comment créer un visuel qui capte l'attention de votre interlocuteur ?

Programme

- Traitement simple de l'image dans Photoshop
- Découverte et/ou approfondissement du programme de mise en page InDesign
- Comment trouver des idées pour créer des mises en pages épatantes, magazines, rapport annuel, folder, affiche, ...
- Vous avez conçu une magnifique couverture. Comment poursuivre à l'intérieur ?
- Analyse des tendances graphiques
- Choix de polices de caractère et tailles
- Disposition des visuels
- Adéquation produit/public/support
- Organisation des éléments dans différents documents et dynamique de communication.

Objectifs

Nous mettrons autant l'accent sur la conception des projets graphiques que sur leurs étapes de production.

Public

Tout public.

Animation de discussions philosophiques

Renseignements et inscriptions :
Catherine LÉONARD
067/89.08.65
catherine@cesepe.be

Dates : 7 et 8 mars et
21 et 22 mars 2016

Lieu : Bruxelles

Prix : 280 €

Formateurs : Gaëlle Jeanmart
Denis Pieret
Stéphanie Franck

Programme

Discuter ensemble s'apprend. Comment éviter les dialogues de sourds et les discussions où chacun est enfermé dans sa propre pensée ? Comment être plus conscient de la construction collective et mettre en place les conditions d'une pensée qui se construit réellement à plusieurs ? Comment argumenter mieux ?

PhiloCité propose quatre méthodes de construction collective de la pensée : la Méthode ARCH de Lévine, la discussion à visée démocratique et philosophique de M. Tozzi, la Communauté de Recherche philosophique de M. Lipman et la maïeutique socratique d'O. Brenifier.

A l'issue de la formation, les participants seront capables de mettre en application ces 4 techniques d'animation et de les adapter à leurs objectifs propres et à leurs conditions particulières.

Objectifs

- Découvrir de nouvelles techniques d'animation (animation de débriefing, de débats, de discussion)
- Améliorer notre manière de préparer et de gérer des débats
- Appliquer les techniques/méthodes à votre terrain
- Travailler ses compétences d'argumentation, de logique, d'acuité du jugement, d'écoute et d'étonnement.

Public

Toute personne amenée à animer des discussions collectives : enseignants, travailleurs des milieux socio-culturels, bibliothécaires, etc.

Découverte de votre appareil photo numérique Lightroom

Renseignements et inscriptions :
Catherine LÉONARD
067/89.08.65
catherine@cesep.be

Dates :
24 mars 2016
Lieu : Genappe
Prix : 70 €

Formatrice : Audrey François,
graphiste indépendante et formatrice en
communication graphique depuis 15 ans

Programme

La maîtrise d'un logiciel comme Lightroom est indispensable pour une gestion efficace du flux de photographies sans alourdir le fonctionnement des ordinateurs et la gestion des périphériques de stockage.

- Importation d'images
- Gestion des catalogues, dossiers et collections
- Hiérarchisation des informations
- Outils de classement et de tri
- Module développement : traitements en lots, retouches locales, outils de conversion en noir et blanc
- Définition de paramètres prédéfinis
- Exportation d'images et réglages des options
- Utilisation des autres modules : impression, diaporama, web.

Objectifs

À l'issue de la formation, les participants pourront classer, hiérarchiser, améliorer, convertir, imprimer et poster sur le web de grandes quantités d'images.

Public

Tout public.

Participation citoyenne : idéal et pratiques

Renseignements et inscriptions :
Catherine LÉONARD
067/89.08.65
catherine@cesep.be

Dates : 8, 15 et 22 mars 2016
Lieu : Maison Lemaître (salle 110)
6 Bd Devreux à 6000 Charleroi
Prix : 210 €

Formateurs : Julien Charles et
Myriam Van Der Brempt,
formateurs au CESEP

Noyés d'appels multiples et variés à la participation citoyenne, comment nous approprier cette notion de façon critique, jusque dans la pratique ?

Objectifs

La participation contribue à la démocratie mais il est nécessaire de prendre en compte les limites auxquelles se confronte chaque mise en œuvre concrète. La formation travaille cette tension entre les limites et les promesses de la participation citoyenne, dans le but d'améliorer les pratiques et d'y (ré-)insuffler un sens politique. Il s'agit alors de rendre les participants capables d'analyser, d'évaluer et de repolitiser les dispositifs participatifs qu'ils mettent en place.

Méthodologie

Analyse collective et individuelle des cas vécus par les participants à partir d'apports théoriques des formateurs.

Public

Les porteurs d'un projet participatif prêts à questionner leurs pratiques, quel que soit leur secteur.

Aborder le conflit autrement...

Renseignements et inscriptions :
Catherine LÉONARD
067/89.08.65
catherine@cesep.be

Dates : 14, 15, 26 avril 2016
Lieu : Bruxelles
Prix : 210 €

Formatrice : Marie-France Simon,
formatrice d'adultes

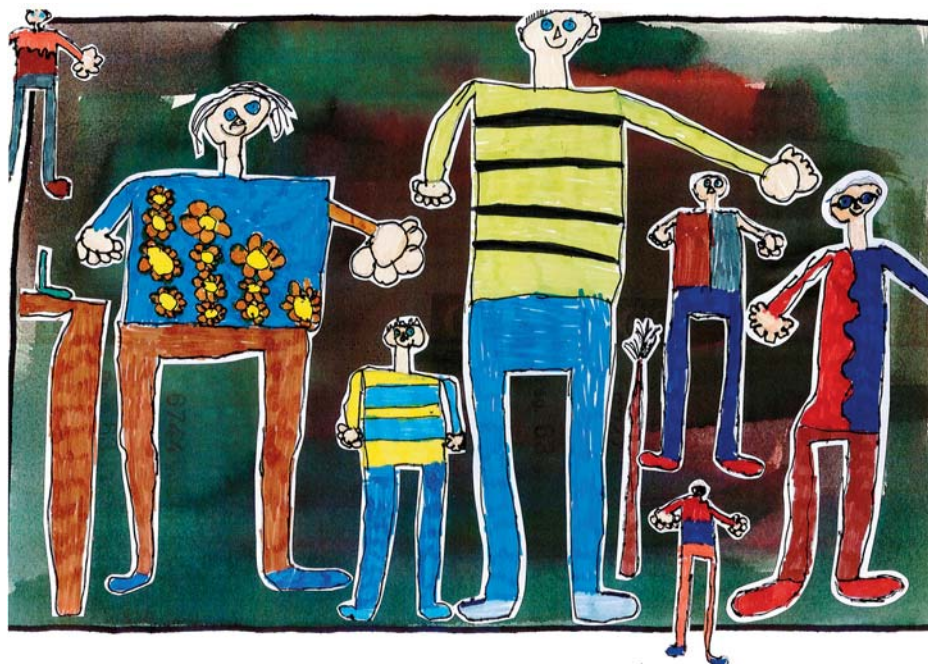
Le conflit, reflet de positions et d'intérêts en apparence divergents fait partie intégrante du jeu des relations humaines. Il peut être source de tensions, de malaises, de stress. Et pourtant, géré de manière constructive, il permet de mieux prendre conscience des enjeux et des besoins de chacun, d'enrichir les représentations et de susciter la coopération. Le but de cette formation est de réhabiliter le conflit, d'être en mesure de l'analyser, de déceler les réactions de chacun et d'adopter des stratégies adéquates.

Objectifs

- Approcher le conflit dans une démarche constructive
- Repérer les enjeux et les intérêts des acteurs en présence
- Déceler les attitudes possibles en situation de conflit et décoder les croyances qui entrent en jeu.

Formations gratuites pour demandeurs d'emploi

Le CESEP organise des parcours d'insertion depuis plus de 30 ans. Les formateurs y rencontrent des personnes sans emploi qui veulent développer leurs compétences ou les remettre à jour, se réorienter et valoriser leurs atouts. Les trajets de 5 mois aboutissent pour certains à un contrat de travail, à la création de son propre emploi, à la réalisation d'un projet, au bénévolat mais aussi à l'inscription à une autre formation et surtout à prendre une part active dans son milieu de vie.



PMTIC

Pour demandeurs d'emploi domiciliés en région wallonne.

Le Plan Mobilisateur des Technologies de l'Information et de la Communication (PMTIC) a pour objectif de sensibiliser et d'initier le public des demandeurs d'emploi wallons à Internet, au traitement de texte et au tableur.

Ces modules sont destinés aux demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, titulaires d'un diplôme de l'enseignement fondamental ou secondaire technique ou professionnel, ainsi qu'aux demandeurs d'emploi de 40 ans au moins et les demandeurs d'emploi bénéficiant du revenu minimum d'insertion

Cette formation :

Comprend au moins l'initiation à la manipulation de la souris, au maniement du clavier, à la navigation de base sur Internet et à l'envoi de courriers électroniques.

Elle a pour objet d'initier au traitement de texte (MS-WORD), aux fonctionnalités de base du système d'exploitation (WINDOWS) et à l'approfondissement de l'utilisation de l'outil Internet.

Elle permet également la consolidation des compétences en matière d'édition de textes et l'initiation à l'utilisation du tableur (MS-EXCEL).

Dates pour janvier 2016

05, 06, 07, 08, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 25, 27, 28, 29

Lieu : rue du Géant 8 à Nivelles

Horaire : de 09 h 00 à 12 h 00

Renseignements et inscriptions :

Rue de Charleroi 47

à 1400 Nivelles

067/890 850 de 9h à 12h

3 formations de 5 à 6 mois

Du 8 février 30 juin 2016

(+ stage facultatif de 4 à 6 semaines en entreprise)

Les sessions comportent des cours de MS Office et de recherche emploi avec des spécificités

INFORMATIQUE ET TRAVAUX DE BUREAU

Correspondance, dactylographie, valorisation de son image professionnelle ...

À Nivelles : secteur entreprise : mini-entreprise, Access

À Genappe : secteur santé : secourisme, vocabulaire médical, CV, vidéo, Access en option

ACCÈS AUX MÉTIERS DE L'INFORMATIQUE (à Nivelles)

Initiation à Dreamweaver, à Photoshop, au hardware, aux réseaux et à la programmation...

INFORMATIQUE ET ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS (à Nivelles)

Attention : dernière session !

Photoshop, gestion de projets, conception d'un budget, communication aux médias, sponsoring... + réalisation d'un événement fictif

Avec le soutien de la Région wallonne et du Forem

Renseignements et inscriptions :

Rue de Charleroi 47

à 1400 Nivelles

067/890 850 de 9h à 12h

ar@cesep.be

à Genappe et à Nivelles

Inscriptions dès à présent



re

SOMMAIRE

Edito p.3

Par Eric VERMEERSCH

Vous avez dit « participation » ? p.5

Qu'est-ce que la participation ? Difficile de répondre à cette question à partir d'un tour d'horizon des espaces et des projets qui recourent aujourd'hui à cette notion.

Par Julien CHARLES et Myriam VAN DER BREMPT

Posez votre brique Internet p.8

Par le jeu des services gratuits proposés par les géants américains d'Internet, ceux qu'on appelle les GAFAM, nos données personnelles peuvent être transférées et exploitées.

Par Jean-Luc MANISE

Parcours du formateur p.22

L'écrit permet de réfléchir plus fort

Pour ce numéro, nous avons rencontré **Philippe BERTRAND**, Formateur polyvalent, enseignant-chargé de cours et animateur d'atelier d'écriture.

Par Florence DARVILLE

Ailleurs p.25

Par Claire FREDERIC

Articulations n°63 p.10 - p.21

Un récit ?

Pourquoi et comment fabriquer un récit qui soit alternatif à la mythologie libérale et porteur de changement social ? Comment et pourquoi peut-il servir à se réapproprier une histoire, individuelle et collective. En quoi les récits pluriels favorisent-ils l'ouverture des mondes et la rencontre de la diversité ? Pourquoi soutenir une écriture des métiers ? Quels en sont les enjeux ? Qu'en est-il du récit fondateur de l'Education permanente ? Où retrouver ce récit sous forme contemporaine ?

Ce sont ces questions qui nous ont guidées tout au long de ce dossier. Les trois premiers articles exploreront tour à tour la fabrication d'un autre récit par l'enquête politique, par l'histoire, par le témoignage. Le dernier article est davantage une invitation à récolter des histoires qui nous invitent à lire le social.

Dossier réalisé par Chantal DRICOT et Claire FREDERIC

Agenda des formations p.26